

BURKINA FASO



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION

UNION EUROPEENNE



DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE  
AU BURKINA FASO

**RAPPORT ANNUEL CONJOINT 2007**

**SUR  
LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COOPERATION DANS LE CADRE  
DE L'ACCORD DE PARTENARIAT  
ACP-UE AU BURKINA FASO**

Version finale - janvier 2009

**Rapport annuel conjoint 2007 sur la mise en œuvre des actions de coopération dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE au Burkina Faso**

Le présent rapport annuel conjoint 2007 traduit fidèlement la coopération entre l'Union européenne et le Burkina Faso et complète de multiples exercices de reporting et échanges entre le Gouvernement et les Partenaires techniques et financiers. Le dialogue entre le Gouvernement et les Partenaires techniques et financiers est ouvert et les acteurs non étatiques y sont associés de plus en plus, avec comme exemple récent la huitième revue annuelle de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), où plusieurs organisations de la société civile ont fait des présentations et ont participé aux débats.

Cette version finale est basée sur le projet de rapport annuel conjoint conformément à la structure et le format proposés dans les instructions relatives à la revue opérationnelle 2008, dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE. Il a été préparé en bonne collaboration entre les services de l'Ordonnateur National et la Délégation de la Commission européenne au Burkina Faso et a fait l'objet d'échanges avec les Etats membres dans le cadre de la réunion de coordination européenne élargie au Canada et la Suisse, le 25 avril 2007. Suite à cette réunion, les dernières corrections et compléments demandés ont été agréés entre les services de l'Ordonnateur National et la délégation, le 19 mai 2008.

Elle intègre en outre les observations qui ont été faites lors du Country Team Meeting tenu à Bruxelles en juin 2008, sur lesquelles l'Ordonnateur National a marqué son accord.

Pour le Ministère de l'Economie et des Finances



Léné SEBGO  
Directeur Général de la Coopération  
Ordonnateur National Suppléant

Pour la Commission Européenne



Theo HOORNTJE  
Chef de Coopération

## **1 Mise à jour de la situation politique, économique et sociale**

### **1.1. Mise à jour de la situation politique**

Le Burkina Faso est une république unitaire fondée sur la Constitution adoptée en juin 1991 et révisée en 2000 et 2002. Il continue à bénéficier d'une stabilité politique et économique relativement bonne dans la sous-région, qui souffre de conflits ouverts et complexes. Au plan politique, le Burkina Faso poursuit une transition vers l'Etat de droit et la démocratie. Les résultats obtenus sont : pluralisme politique avec un parti majoritaire, de nombreux partis d'opposition - qui reste cependant faible et divisée -, élections régulières, respect grandissant des libertés publiques et individuelles. La mise en place en 2007 du dispositif institutionnel des collectivités territoriales avec l'élection et l'installation des conseils régionaux a poursuivi l'instauration effective de la décentralisation.

Cependant, la gouvernance politique et économique demeure fragile et imparfaite et son amélioration fait partie des objectifs du Gouvernement : réforme du système judiciaire, réforme de l'administration et décentralisation, renforcement de la gestion des finances publiques, lutte contre la corruption, éléments fondamentaux pour le développement du pays. Malgré les progrès enregistrés, des tensions sociales persistent même si elles sont moins importantes que dans le passé. L'insécurité – notamment sous forme de guet-apens en dehors des villes - reste un défi important pour l'ensemble des acteurs.

Les élections législatives de 2007, qui se sont déroulées sans incidents et sans contestations majeures, ont confirmé et renforcé la majorité du parti qui soutient le Président Compaoré (Congrès pour la Démocratie et le Progrès –CDP) au sein de l'Assemblée Nationale. Sur les 111 députés de l'Assemblée, le CDP a obtenu 73 sièges (66%), contre 57 députés élus en 2002. Le deuxième parti, l'ADF/RDA, n'a obtenu que 14 sièges (13%). La participation au vote reste néanmoins modeste. En 2007, sur un total de 4.446.000 électeurs inscrits, la participation a été de 2.500.000 votants (56,4%).

Sur le plan de la sécurité intérieure, l'année 2007 n'a pas connu des problèmes majeurs, toutefois, une série de mouvements de protestation dans les grandes villes a révélé une situation de mécontentement publique, .

L'année 2007 a marqué les 20 ans au pouvoir du Président Blaise Compaoré. Au mois d'octobre, plusieurs manifestations et rencontres internationales sur le thème de la démocratie ont été organisées par le gouvernement pour marquer les 20 ans de renouveau démocratique. A signaler qu'en même temps, les partisans de feu Thomas Sankara ont célébré, dans l'ordre, la mémoire de l'ancien Président.

Le Burkina Faso est un pays engagé sur le plan de l'intégration régionale. Il a assuré la présidence de l'UEMOA et de la CEDEAO à partir de janvier 2007, a été élu en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2007. Par ailleurs, le Burkina Faso a joué un rôle actif dans la médiation dans les conflits dans la sous-région, notamment pour la résolution de la crise inter-togolaise et la conclusion des Accords de Ouagadougou, qui doivent permettre une normalisation de la situation en cote d'Ivoire.

## 1.2. Mise à jour de la situation économique

Les résultats macroéconomiques ont été, ces dernières années, relativement satisfaisants en dépit d'importants chocs exogènes et de la détérioration des termes de l'échange. Sur la période 2003-2006, la croissance du PIB réel a été en moyenne de 6,5%, entraînant une croissance moyenne du PIB par habitant de 4,5%. Cette situation favorable a permis de négocier un nouveau programme avec le FMI qui a été approuvé par le Conseil d'Administration en avril 2007.

En 2007, la croissance économique du Burkina Faso a connu un ralentissement par rapport aux deux dernières années (7,1% en 2005 et 5,5% en 2006) à la suite d'une mauvaise campagne agricole consécutive à la répartition spatio-temporelle des pluies et aux effets de la crise de la filière coton. Ainsi, le PIB en terme constant ressortirait à 3,9% (pour un objectif de 6,5%), en recul de 1,6 point par rapport à 2006 (et 0,4 point en deçà de la moyenne des pays de l'UEMOA). Cette évolution serait portée essentiellement par les performances du secteur secondaire (+8,3%) et dans une moindre mesure par le secteur tertiaire (+3,5%). Les effets conjugués des conditions climatiques difficiles et de la baisse de la production de coton-graine de 44% (de 649.400 tonnes en 2006 à 363.500 tonnes en 2007) du fait de la baisse des prix aux cotonculteurs et de la hausse des prix des intrants ont fortement contribué au ralentissement de la croissance du secteur primaire (-0,4%) et donc de celle du PIB.

Pour ce qui concerne le **niveau général des prix**, en dépit du maintien à un niveau relativement élevé des cours mondiaux du pétrole, le taux d'inflation serait en moyenne annuelle de -0,3% en 2007 contre 2,4% en 2006, en liaison avec la baisse de la demande intérieure consécutive à la baisse de revenus des cotonculteurs et la présence des stocks de céréales de la campagne 2006/2007 sur les marchés au cours des neuf premiers mois de l'année. Pendant les derniers mois de l'année, une hausse des produits alimentaires a pu être constatée, qui aura un impact sur l'inflation moyenne annuelle en 2008.

**Dans le domaine des Finances publiques**, l'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait à fin décembre 2007, par un déficit global hors dons de 380,4 milliards F CFA, en dégradation de 34 milliards F CFA par rapport à l'année précédente. Ce déficit a été financé par des ressources extérieures dont la mobilisation globale s'élèverait à 131,3 milliards F CFA. Le solde budgétaire de base ressortirait déficitaire de 4,9% du PIB en 2007 (contre 4,5% en 2006), pour un objectif qui avait été fixé à 3,6%.

**La situation extérieure** fait apparaître un déficit du compte courant hors dons (y compris les transferts) de 14,8% du PIB en 2007, du fait de l'aggravation du déficit de la balance commerciale. Selon les estimations, la balance des paiements 2007 serait excédentaires de 169 milliards de FCFA, contre un excédent de 49,5 milliards en 2006. L'encours de la dette extérieure du Burkina Faso est à forte proportion multilatérale. Il représentait 37,3% du PIB en 2005 et a été diminué pour atteindre 23,6% du PIB en 2007, grâce à la mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Cette forte diminution laisse augurer de bonnes perspectives pour la viabilité de la dette dans les années à venir.

En terme de critères de convergence de l'UEMOA, la situation serait la suivante :

- Le solde budgétaire de base sur le PIB nominal ressort à -4,9% du PIB, largement en deçà de l'objectif de -2,2% fixé pour la période 2007-2009. Ce résultat s'expliquerait par une mobilisation des recettes propres moindre que les prévisions.

- Le taux d'inflation (-0,3%) reste conforme aux objectifs régionaux (3%) et nationaux (2,3%).
- Le taux d'endettement se situerait à 23,6% (pour une norme communautaire de 70% maximum) à fin 2007, expliqué par l'application de la politique d'endettement du Burkina Faso et par l'application, en 2006, de l'initiative IADM.
- L'absence d'accumulation d'arriérés en 2007, aussi bien internes qu'externes, est conformes aux prévisions.
- Le ratio masse salariale sur recettes fiscales continue à s'améliorer pour atteindre 36,4% (en données corrigées des appuis budgétaires et des ressources PPTE, mais reste à un niveau très supérieur en données brutes, soit 46,4%), mais reste en dépassement de l'objectif maximal de 35% fixé au niveau communautaire de l'UEMOA.
- Le ratio investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales s'établit à 35,5%
- Le ratio déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal ressort à 14,8%, en forte dégradation par rapport à 2006 (8,8%)
- Le taux de pression fiscale a continué son redressement en 2007, pour atteindre 12,5%, en augmentation de 0,6 point par rapport à l'année précédente.

### *Negotiations APE*

Le 31 décembre 2007 était la date limite fixée dans l'accord de Cotonou pour la conclusion des Accords de Partenariat Economique, qui sont sensés remplacer le système commercial préférentiel de Lomé/Cotonou. Toutefois, le Comité Ministériel de Suivi de l'APE de la région Afrique de l'Ouest a considéré que, vue la masse de travail encore à accomplir, la région n'était pas prête à conclure les négociations avant la date butoir. Dans ces circonstances, la Côte d'Ivoire et le Ghana, deux pays non-PMA, ont décidé de conclure des accords intérimaires avec la CE afin de conserver le traitement commercial préférentiel. Le Burkina Faso, en tant que pays PMA, peut continuer à profiter du même régime commercial préférentiel même après le 31/12/2007 par l'application du régime "Tous sauf les armes", hormis pour les règles d'origines plus flexibles accordées au titre de l'APE (en matière textile notamment), dont il ne pourrait bénéficier qu'après la conclusion de l'APE.

La CE et l'Afrique de l'Ouest sont néanmoins déterminés à conclure les négociations globales en 2008. Les deux accords intérimaires avec le Ghana et la Côte d'Ivoire sont sensés être intégrés dans le futur accord global.

L'absence du secteur privé burkinabé dans le débat sur les APE est du à la faiblesse du secteur même. Le secteur est peu développé et peu d'entrepreneurs voient l'APE comme un véritable instrument de croissance et de développement de nouvelles opportunités

### **1.3 Mise à jour de la situation sociale**

Les indicateurs retenus dans le cadre du suivi des objectifs du millénaire montrent une tendance globalement positive en matière d'amélioration des services sociaux, éléments essentiels pour une stratégie de réduction de la pauvreté. Cependant, l'incidence de la pauvreté reste importante.

**Croissance, inégalité et réduction de la pauvreté :** Malgré la croissance enregistrée depuis plusieurs années, les simulations du modèle PAMS (simulateur économique et d'analyse de la pauvreté) laisseraient entrevoir une augmentation de l'incidence de la pauvreté entre 2006 et 2007 de 0,5 point au niveau global (soit une incidence de 42,6% en 2007) et de 0,9 point en

milieu rural (soit une incidence de 49,1%) En outre, la profondeur et la sévérité de la pauvreté auraient également augmenté. De plus, l'écart moyen par rapport à la ligne de pauvreté en 2007 s'est creusé par rapport à l'année précédente.

**Au niveau des services sociaux de base et de la protection sociale**, les indicateurs sociaux maintiennent leur allure ascendante. Dans le domaine de l'éducation, le taux brut de scolarisation a, cette année encore, progressé pour s'établir à 72,6%, en hausse de 6,1 points par rapport à 2006. Le taux d'admission est passé de 78,3% en 2006 à 84,7% en 2007 et les disparités selon le genre se sont atténuées, la parité filles/garçons varie désormais entre 0,85 et 1 selon les régions. La principale avancée enregistrée en 2007 est liée à la finalisation de la seconde phase du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) et la continuation de l'actualisation de la carte éducative, outil essentiel de programmation et de suivi des infrastructures, mais surtout de corrections des disparités régionales. L'accent mis sur l'offre quantitative doit désormais être accompagné d'une amélioration de la qualité de l'enseignement et d'une diminution progressive du nombre d'élèves par enseignants.

Les efforts pour améliorer la couverture sanitaire se sont traduits au cours de l'année 2007 par des constructions nouvelles, des normalisations et l'équipement d'infrastructures sanitaires. Malgré cela, les enquêtes montrent que l'accessibilité physique s'est légèrement dégradée. Ainsi, 38% des ménages sont situés à moins d'une demie heure du centre de santé le plus proche, contre 39,5% en 2003. L'utilisation des services de santé s'est légèrement améliorée, comme l'indiquent une réduction du taux d'accouchements à domicile qui est passé de 44,9% en 2005 à 41,8% en 2007, le taux de fréquentation qui est passé de 0,37 en 2006 à 0,43 en 2007 et

Le taux de rupture des 45 produits essentiels au niveau de la CAMEG reste largement en deçà de l'objectif de 5%, même si la performance en 2007 (2,41%) est moins bonne que celle en 2006 (0,74%). Les taux de couverture vaccinale continuent à évoluer d'un façon satisfaisante : le taux de couverture vaccinale pour le DTC3 a atteint un niveau supérieur à 100%, la rougeole-VAR (de 88% en 2006 à 93,9% en 2007), la fièvre jaune-VAA (de 88% en 2006 à 93,86% en 2007) et celui du BCG reste au-delà de 100% en 2007<sup>1</sup>).

La séro-prévalence<sup>2</sup>, qui était de 7,17% en 1997, de 6,5% en 2001, se situe à 2,3% (ONUSIDA) fin 2005 et semble se stabiliser. Une augmentation importante des personnes sous traitement ARV a été constatée en 2007 (17 263 personnes, en augmentation de plus de 30% par rapport à 2006).

En ce qui concerne la nutrition, un cadre national de concertation et une politique nationale de nutrition ont été adoptés. Cette politique vise l'amélioration de l'état nutritionnel des populations à travers l'amélioration de l'offre des services en matière de nutrition dans les formations sanitaires et le renforcement de la participation communautaire aux activités de nutrition. Les indicateurs de nutrition des enfants selon l'enquête QUIBB 2007 ont connu une évolution favorable depuis 2005. Les indicateurs relatifs au retard de croissance indiquent que 35,9% des enfants (contre 51,3% en 2005) sont trop petits par rapport à leur âge. Quant à l'insuffisance pondérale, 31,7% des enfants (contre 46,1% en 2005) sont trop maigres par

<sup>1</sup> Le taux supérieur à 100% s'explique par la méthode de calcul employée par le Ministère de la Santé, et notamment de la population officielle prise au dénominateur. La population « officielle » étant d'après le Ministère de la santé inférieure à la population réelle dans les districts sanitaires (cela peut s'expliquer par les phénomènes de migrations provisoires par exemple).

<sup>2</sup> Calculée à partir des sites sentinelles de séro - surveillance en CPN et rapportée à la population de 15-49 ans

rapport à leur âge. L'émaciation (rapport poids/taille des enfants) s'est améliorée en milieu urbain (-0,9 points) et aggravée en zone rurale (+1,38 points).

Dans les autres domaines tels que l'eau potable et l'amélioration du cadre de vie, l'on relève d'importantes actions de disponibilisation en eau potable et d'assainissement, qui auront un impact positif en matière de sécurité alimentaire et de pauvreté dans le futur. Le taux d'accès à l'eau potable a continué à s'améliorer, passant ainsi à 76% au niveau global en 2007, contre 74% en 2005. L'année 2007 a vu l'adoption par le Gouvernement d'un Plan National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement

#### **1.4 Gouvernance**

En matière de promotion de la bonne gouvernance, l'année 2007 a été marquée par l'adoption du Plan de Consolidation National pour la Réforme de la Justice (PC-PANRJ). De plus, le Gouvernement a consolidé les organes de contrôle et de lutte contre la fraude et la corruption, avec la création de l'Autorité Supérieure du Contrôle de l'Etat (ASCE), reprenant les attributions de l'Inspection Générale de l'Etat (IGE), la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption (HACLC) et la coordination nationale de lutte contre la fraude. Ce nouvel organe rédigera un rapport public et pourra ester directement en justice. La mise en œuvre opérationnel de cette Autorité est une priorité gouvernementale pour le début de l'année 2008.

En matière de gouvernance locale, plusieurs arrêtés ont été pris en novembre et décembre 2007 pour le transfert progressif de responsabilités aux collectivités locales et aux communes. Ils concernent principalement le transfert du patrimoine de l'Etat aux communes urbaines dans les domaines de l'enseignement de base (préscolaire et primaire) et de la jeunesse, de la culture, des sports et des loisirs. De plus, un effort particulier de formation, de renforcement de capacités et d'appui à la gestion en faveur des élus ont été mis en œuvre tout au long de l'année 2007. De nombreuses actions sont en cours de réalisation, afin de procéder à la consolidation de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation (CSMOD).

Le Gouvernement a publié les résultats préliminaires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, qui donne une population de plus de 13.7 millions d'habitants, soit une augmentation de 33% par rapport à la population en 1996. Des travaux ont été réalisés également pour le Recensement Général Agricole, mais qui se poursuivent en 2008.

En matière de gouvernance économique et financière on note l'adoption de la Stratégie de Renforcement des Finances Publiques (SRFP), de son Plan d'action Sectoriel Triennal (PAST) 2007-2009. De plus, l'adoption de la réglementation de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, l'érection de la Direction Centrale des Marchés Publics en Direction Générale et la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) permettront d'améliorer la transparence de la gestion des fonds publics. Le secteur privé s'est vu renforcé par un certain nombre d'outils qui contribuent à le dynamiser et le dernier rapport du « Doing Business » (publié en 2007) met en évidence que le Burkina Faso fait partie des cinq pays africains ayant fait le plus de réformes.

## 2. Examen de la coopération passée et actuelle

La revue en fin de parcours du 9<sup>ème</sup> FED a été conclue en mai 2007 par la signature de l'addendum N° 2 Au Document de Stratégie de Coopération et Programme Indicatif National 2001-2007. Compte tenu des performances enregistrées par le Burkina Faso et les estimations de besoins de financements supplémentaires pour la mise en œuvre de la politique de réduction de la pauvreté, il a été convenu d'augmenter l'enveloppe A (ressources programmables) de 23,4 millions euros, de réduire l'enveloppe B de 10 millions euros et d'utiliser également les reliquats issus des dégagements des anciens programmes à concurrence de 5,3 millions euros.

Toutes les décisions de financement prévues en 2007 ont été réalisées, portant ainsi le taux d'engagement de l'enveloppe A du 9<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement au Burkina Faso à 100%. Les déboursements, tous programmes confondus, ont été d'un niveau record de 133,8 millions euros (87,8 milliards F CFA) au titre du Programme Indicatif National sur les fonds des différents Fonds Européen de Développement et 10,7 millions Euros (7 milliards F CFA) au titre du Budget de la Commission pour des projets en faveur du Burkina Faso, soit un total de 144,5 millions euros (94,8 milliards F CFA).

### 2.1. Secteurs de concentration

#### 2.1.1.-*Transports/Infrastructures*

##### 1) Résolution du dossier Razel/Diwi

Le secteur des routes au Burkina est encore terni par "l'affaire Razel". La propagation de dommages sur presque 160 km de la route nationale RN1, quelques semaines après sa mise en service en 2003 (Financement 8<sup>ème</sup> FED), a jeté un soupçon de mauvaise gestion et de corruption qui ne s'est pas encore estompé. L'objectif de la Délégation et du Gouvernement est de résoudre ce dossier en 2008.

Le résultat atteint est la résiliation de l'expertise contentieux 2005-2007, qui a échoué dans sa mission, et surtout la relance du dossier d'un commun accord entre la DCE et l'administration.

##### 2) Mise en œuvre du programme 9<sup>ème</sup> FED

###### **Renforcement de la RN4 – Ouaga-Koupéla - Résultat atteint = Travaux terminés :**

Cette route de 131 km constitue la section la plus circulée du Burkina-Faso (environ 1.700 véhicules/jour). Elle reçoit le trafic de 3 corridors de désenclavement : Togo, Bénin, Niger.

C'est le premier réaménagement lourd du pays visant à adapter les corridors aux considérables augmentations de trafic. Ces travaux feront l'objet d'un audit technique pendant la période de garantie.;

###### **Renforcement de la RN1 – Boromo – Bobo-Dioulassa :**

Sur cette route de 169 km, assez observée par le public burkinabè depuis "l'affaire RAZEL", les travaux n'ont pas été achevés au 31.12.2007 comme cela était prévu. Le dossier est complexe (dommages d'origine incertaine, travaux supplémentaires, organisation imparfaite de l'entreprise, conseil inégal de la mission de contrôle). La détermination des responsabilités devra être établie.

De même que la RN4, cette section de la route RN1 a bénéficié d'un réaménagement lourd de sa chaussée. Ce chantier fera également l'objet d'un audit technique pendant la période de garantie. Un diagnostic sur les couts unitaires sera demandé.

### **Appui institutionnel Infrastructures/Transports:**

L'appui institutionnel au Ministre des Infrastructures a été prolongé – à sa demande - jusqu'en Juillet 2008. Le Ministre s'est exprimé positivement sur cet appui que lui fournit la CE.

Parallèlement, un appui institutionnel au Ministère des Transports est en place à travers le bureau SOFRECO. Ce projet ne fournit pas les résultats escomptés à ce stade. Ce sont essentiellement les expertises et actions court-terme (réglementation des transporteurs, sécurité routière, etc.) qui apportent une valeur ajoutée.

Surcharges des poids-lourds : une étude visant à limiter durablement les surcharges des camions a été lancée en novembre 2007.

Formations long-terme: 17 Ingénieurs des Travaux Publics sont actuellement formés ou spécialisés en France.

Sur recommandation de la Banque Mondiale et la BAD, un Fonds d'entretien routier de seconde génération a été créé. Cependant, il n'est pas encore complètement opérationnel, et les fonds qui devraient lui revenir sont insuffisants.

### **2.1.2- Développement rural et sécurité alimentaire**

#### **Agriculture : Programme d'appui à l'organisation du secteur agricole (PAOSA) 8ACPBK014**

Plan d'Action pour la Filière Riz : mise en œuvre des dernières actions de consolidation des acquis du PAFR à travers le DP7 clôturé au 30/06/07, aménagement du bas-fond de Kouka Salé et construction du seuil de Kouka Salé, réalisation de l'étude sur la suite du PAFR par Italtrend, réalisation de l'audit des DP5, 6 et 7 du PAFR par Okalla, fin du DP de clôture de l'appui au PAFR (eng.61) au 31/12/07, fin du contrat d'AT Sofreco au 31/12/07.

Plan d'Action Financement du Monde Rural : les contrats de subvention pour l'extension de l'URCPO et pour le redressement de l'URCPSO se sont terminés le 30 juin 2007 ainsi que le dernier DP pour la mise en place du réseau CVECA de la boucle du Mouhoun. Le contrat de service du CIDR s'est terminé le 30/11/07.

Programme d'Appui Institutionnel : Le contrat d'assistance technique Agrer s'est terminé le 30/09/07. Dans le cadre du FOESMR, les dernières études réalisées concernent l'analyse de la filière coton, l'étude de marché pour les concentrés de tomate, l'élaboration du programme d'investissement sectoriel agricole, et le plan d'actions pour l'aviculture traditionnelle. Le DP d'appui à la DEP du MAHRH s'est terminé en avril 2007. Le contrat de service DAAS pour l'évaluation finale du PAOSA a été finalisé en octobre 2007 (rapport définitif). Le DP de clôture de l'appui au SP-CPSA s'est terminé le 31/12/07. Deux contrats de fourniture de matériels informatiques et mobiliers au profit des Chambres Régionales d'Agriculture ont été signés.

#### ***Programme d'appui financier à la filière coton (PAFFIC) 9ACPBK012***

La convention de financement du PAFFIC a été signée le 6 novembre 2007. Une réunion a été organisée le 26/11/07 à la DCE de manière à assurer pour tous les acteurs de la filière un même niveau de compréhension des conditions de décaissement des deux (2) tranches de cet appui budgétaire.

## **Sécurité Alimentaire**

### ***Appui communautaire à la sécurité alimentaire (LO 20093/2001)***

Grâce à la signature de l'avenant n°2 et 3 au protocole d'accord de mise en œuvre de la lettre officielle, il a été permis de contribuer à la reconstitution de Stock National de Sécurité (environ 3500 tonnes), ainsi que de pouvoir renforcer les activités des acteurs nationaux dans le domaine de la sécurité alimentaire soit sur les volets d'appui aux institutions de micro-finance, les acteurs de la filière céréalière et les systèmes d'informations via l'engagement de derniers marchés de fournitures pour un montant total de 1 353 351 €.

### ***Appui institutionnel au SE-CNSA pour la mise en œuvre du PA-SISA (9 ACP BK 04)***

La procédure de recrutement de l'assistance technique a été clôturée avec l'arrivée de l'assistant technique le 19 novembre 2007 ; l'assistant technique est logé auprès du SE-CNSA et travaille en collaboration avec cette structure pour l'assister dans le suivi de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. Les activités sont financées via un DP qui a été amendé pour permettre au SE-CNSA de finaliser les activités initialement prévues. La poursuite de cet appui sera faite sur la convention FOOD/2005/17810.

### ***Appui au Système National dans le domaine de Sécurité Alimentaire (FOOD/2005/BK/17810)***

En fin 2007, la procédure de recrutement de l'assistance technique est bien avancée et il est prévu qu'elle soit clôturée au premier trimestre 2008. Malgré des problèmes de trésorerie, la mise en œuvre du DP en appui à la Centrale d'Information du SISA a pu être mise en œuvre. La fin de l'année a été également utilisée pour la préparation de 3 DP qui sont :

- le DP2 CI-SISA qui complète le démarrage effectif de cet organe du SISA.
- un DP en support à l'Enquête Nationale du Suivi de Troupeau avec le Ministère des Ressources Alimentaire qui permet le financement de la première année de cette importante enquête de 3 ans.
- un DP d'appui institutionnel à la Coordination Nationale du Système d'Information en Sécurité Alimentaire pour accompagner la mise en œuvre des activités des Systèmes d'Information en Sécurité Alimentaire et Nutritionnel via le budget de l'Etat, ont bien avancé.

## **2.2. Appui budgétaire pour la réduction de la pauvreté**

En 2007, les décaissements d'appuis budgétaires de la Commission européenne au profit du Burkina Faso se sont élevés en FCFA à 32 675 885 724 (49,8 millions d'euros), soit 12 997 175 724 FCFA au titre de la tranche variable 2007, 16 398 925 000 pour la tranche fixe 2007 et enfin 3 279 785 FCFA au titre de la tranche sectorielle 2006 "Education pour tous". Comparé à l'année 2006, les décaissements de 2007 se situent en hausse de 10.5%. En dehors de la tranche FTI 2006, toutes les autres tranches ont été déboursées courant 1<sup>er</sup> semestre 2007, en ligne avec les efforts d'alignement des appuis sur le cycle budgétaire de l'Etat. Enfin, au niveau des actions d'appui institutionnel, les appuis au Comité de Pilotage de la Stratégie de Renforcement des Finances Publiques (SRFP), à l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), à la Direction des Services Informatiques (DSI) se sont poursuivis. Il faut aussi noter l'appui à la Cour des Comptes, signé en juillet 2007 pour 3 ans (1 Mio €); l'audit de la passation et du suivi de l'exécution des marchés publics 2006; et l'identification en cours d'appui institutionnel au profit des secteurs de l'Education et de la Santé.

## *Résultats et engagements du Gouvernement*

### 1- Poursuite satisfaisante avec le FMI d'un programme macroéconomique avec un cadrage budgétaire reflétant une mise en œuvre efficace du CSLP

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) en sa session du 9 janvier 2008 a apprécié positivement les résultats économiques du Burkina Faso dans le cadre de l'accord triennal d'un montant de 6,02 millions de DTS (environ 9,5 millions de dollars EU) au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Le Conseil d'administration a également approuvé une augmentation de 9,03 millions de DTS (environ 14,3 millions de dollars EU) de l'accès à ses ressources au titre de l'accord FRPC et a accordé des dérogations pour la non observation de deux critères structurels: l'un relatif à l'adoption d'un système de documentation douanière unique et l'autre à la notification des non-déclarants par l'administration de l'impôt, sur la base des mesures prises pour y remédier. Les résultats macroéconomiques du Burkina Faso en 2007 ont été revus à la baisse à 4%, baisse attribuable à des chocs négatifs sur les termes de l'échange et à des conditions météorologiques défavorables. L'inflation s'est maintenue en deçà des 3%, seuil du critère de convergence de l'UEMOA. Toutefois, le début de l'année 2008 est marqué par une tendance à la hausse généralisée des prix (taux d'inflation de 6.9% en glissement annuel à fin janvier 2008) confortant les prévisions du FMI d'un taux d'inflation annuel moyen en 2008 de 6,4%. Selon les estimations de la seconde revue du programme en mars 2008, le taux d'inflation devrait retomber à environ 3% en fin d'année 2008. La croissance devrait quant à elle être de l'ordre de 4.5% en 2008, reprise étayée par une reprise de la production du coton et l'entrée en activité de plusieurs mines d'or.

### 2- Suivi satisfaisant de la mise en œuvre du CSLP

Lors de la 7<sup>ème</sup> revue annuelle du CSLP qui s'est tenue le 6 avril 2007, les partenaires techniques et financiers ont exprimé une appréciation globalement positive sur la mise en œuvre du CSLP en 2006. Ils ont noté « la tendance récente en matière de réduction de la pauvreté (réduction de l'incidence de la pauvreté de 42,7% en 2005 à 40,8% en 2006 selon les estimations du Gouvernement), le niveau de croissance soutenue et l'évolution positive de certains indicateurs ». Cependant, les partenaires ont aussi souligné « la nécessité de rester attentif au renforcement de la gouvernance et l'utilisation efficace de ressources pour l'amélioration de la qualité des services en même temps que leur extension ».

Le processus de suivi du CSLP connaît aussi une amélioration d'année en année. Les réflexions en vue d'une meilleure harmonisation des calendriers des secteurs avec celui du CSLP et du budget se sont poursuivies en 2007 et ont abouti à un nouveau dispositif institutionnel de suivi du CSLP adopté par le Comité Ministériel d'Orientation et de Suivi (CMOS) du 1<sup>er</sup> février 2008. L'articulation entre les processus CSLP et CGAB s'est également poursuivie avec la tenue pour la première fois d'une revue conjointe des deux processus en octobre 2007.

En matière de lutte contre la pauvreté, spécifiquement dans les secteurs santé et éducation, il est important de noter que l'année 2007 a été consacrée à la définition de la seconde phase des deux programmes sectoriels PNDS et PDDEB pour la période 2008-2010. En outre, la Politique Nationale d'Action Sociale a été finalisée en 2006.

### 3- Finances publiques

L'année 2007 a été marquée par l'adoption de la Stratégie Sectorielle de Renforcement des Finances Publiques (SRFP) et son Plan d'action sectoriel triennal (PAST-2007-2009) qui affichait comme priorités: (i) l'accroissement des ressources internes; (ii) l'amélioration du dispositif de passation des marchés publics; et (iii) le renforcement des structures et institutions de contrôle. Toutefois, le dispositif institutionnel de suivi de la SRFP qui aurait permis de prendre en charge efficacement l'ensemble des réformes à conduire n'a pu être adopté qu'en janvier 2008. L'année 2007 a connu également la conduite de l'exercice PEFA sur financement de la CE. Il ressort de cette évaluation que le pays a montré des performances remarquables "notation A" pour les indicateurs suivants: (i) dépenses réelles totales par rapport au budget initialement voté; (ii) stock et suivi des arriérés de paiement intérieurs; (iii) classification du budget; (iv) exhaustivité des informations contenues dans la documentation budgétaire; et (v) transparence des relations intergouvernementales. Par ailleurs, les domaines de défis "notation D" concernent: (i) les recettes réelles totales par rapport au budget initialement approuvé; (ii) la transparence de l'assujettissement des contribuables; (iii) l'efficacité du recouvrement des contributions fiscales et douanières; (iv) l'efficacité du système de vérification interne; (v) la disponibilité des informations sur les ressources reçues par les unités de prestations de services primaires; (vi) l'étendue, la nature et le suivi de la vérification externe. A ces différents défis identifiés par le PEFA et qui sont déjà pris en charge dans le PAST de la SRFP, s'ajoute aussi celui de la lutte contre la corruption où le classement du Burkina Faso dans l'enquête annuelle sur la perception de la corruption de Transparency International (T.I.) s'est dégradé<sup>3</sup>. La DCE apportera son appui à la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie de lutte contre la corruption en recherchant une approche fédérant les initiatives d'autres partenaires. Un contrat de subvention en faveur de la Cour des Comptes est en cours d'exécution pour renforcer davantage le contrôle externe, suite à une étude diagnostique de cette Institution financée par la CE en 2006. Un audit des marchés publics exécutés en 2006 a été aussi réalisé avec l'appui de la CE pour mieux mettre en exergue les efforts d'amélioration dans ce domaine crucial des finances publiques.

#### *Progrès réalisés dans la mise en œuvre des opérations*

Pour l'année 2007, les déboursements ont atteint 49.8 millions d'euros correspondant au déboursement de la tranche fixe de 25 millions d'euros, de la tranche variable pour 19.8 millions d'euros et de la tranche FTI pour 5 millions d'euros.

La revue à fin de parcours du 9<sup>ème</sup> FED a, comme prévu, consacré une augmentation de la convention de financement d'un montant de 20,5 millions d'euros, en vue du financement de la tranche fixe pour l'année 2008. Il a aussi été admis que les reliquats des tranches variables et de la tranche statistique en 2008 pourraient, sur demande du Gouvernement, augmenter la tranche fixe 2008 de manière à approcher le niveau annuel des tranches fixes prévues dans la convention de financement (25 Mio €).

Une première fiche d'identification programme correspondant à l'appui budgétaire 2009-2013/14 au titre du X<sup>ème</sup> FED a aussi été élaborée et envoyée au siège le 15/11/2007. Elle traite d'un appui budgétaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté et est en cours de re-travail afin de tenir compte de la nouvelle approche "contrat-OMD" de la Commission européenne au titre de l'appui budgétaire général.

<sup>3</sup> En 2005 le BF était classé en 70<sup>ème</sup> position sur 158, avec une note de 3.8 sur une échelle allant de 0 à 10 (0 étant le maximum de corruption) tandis que, dans le classement 2007, le Burkina a connu un recul important passant en 105<sup>ème</sup> position avec une note de 2.9.

### 2.3. Projets et programmes hors concentration :

#### Hydraulique et Environnement

##### Secteur Eau et assainissement

Au titre des appuis en faveur d'un meilleur accès à l'eau potable la Commission européenne accompagne le Gouvernement du Burkina Faso à travers les programmes suivants :

- **8 ACP BK 028 – Programme d'Alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga :** (i) Achèvement des travaux de la composante infrastructures et mise en service effective de toutes les installations. Ces ouvrages assurent l'approvisionnement en eau potable d'environ 900 000 personnes et ont permis d'augmenter le potentiel de distribution d'eau de la ville de Ouagadougou de plus de 75%. (ii) Signature d'un marché de travaux en vue de la réalisation d'un site complet composé d'un réservoir au sol de 2000m<sup>3</sup>, d'un château d'eau de 2000 m<sup>3</sup>, d'une station de pompage et d'un système de télégestion. (iii) Mise en œuvre de la composante mesures d'accompagnement du programme par la poursuite des travaux d'exécution de deux marchés relatifs à la construction de 148 urinoirs (réception provisoire prononcée pour un des deux marchés) ; et la réception définitive de neuf (09) forages positifs au profit de cinq (05) centres secondaires ONEA. Ces forages qui contribuent à l'augmentation des ressources des centres concernés ne sont pas encore tous raccordés au réseau de distribution.
- **8 ACP ROC 42 et 8 ACP BK 33 – Programme PRS II :** (i) Réception provisoire des travaux de réalisation des 90 AEPS (forages y compris). (ii) Signature et démarrage effectif du marché de fournitures des équipements de pompage solaire. Les premières installations sont attendues pour fin mars 2008. (iii) Approbation de l'attribution du marché relatif à l'optimisation de 60 systèmes AEPS du PRS I.
- **8 ACP BK 038 – Programme VREO :** (i) Le programme a connu une évaluation à mi-parcours au mois de mars 2007. Les conclusions de cette évaluation à mi-parcours ont permis de mieux justifier et de finaliser l'avenant n°1 à la convention de financement signé en septembre 2007. (ii) Les principaux marchés connaissent à ce jour une mise en œuvre effective des prestations. L'année 2007 a été marquée par la réalisation de 83 forages positifs dont 33 équipés de pompe à motricité humaine, la poursuite de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement.
- **7 ACP BK 152 / 8 ACP BK 37 / 8 ACP BK 38 - Assistance technique DAEPA :** Poursuite de l'assistance technique à la DAEPA par la mobilisation de divers experts (05 experts) en appui au PN-AEPA en vue d'une standardisation d'analyse et de planification des investissements des infrastructures hydrauliques en milieu semi urbain. En appui au PN-AEPA, la commission a financé en 2007 une étude sur le mécanisme de financement du PN-AEPA.

##### Environnement

La Commission européenne accompagne depuis 2001 les Gouvernements du Bénin, du Burkina Faso et du Niger à travers le programme régional ECOPAS / Parc W. En 2007, à une année de la fin d'exécution du programme, de nombreuses activités ont pu être menées dans la RTB / W au niveau de la planification et de la gestion, de la surveillance, du suivi écologique, du tourisme, de l'éducation environnementale, de la valorisation des agro-systèmes, de l'élevage et de la transhumance. L'accent a été mis sur :

- les aménagements du parc W (pistes, points d'eau, points d'observation, postes forestiers...) qui sont indispensables pour la conservation et la valorisation touristique de cet espace,

- le développement du tourisme (réalisation d'infrastructures et promotion au niveau national et international),
- la réduction de la pauvreté à travers la mise en place des micro-projets en faveur des populations riveraines,
- la gestion régionale de cet espace qui va aboutir début 2008 à la signature d'un accord de gestion concertée de la RBT / W entre les trois Etats.

## **Etat de droit et justice, initiatives culturelles**

### Etat de droit et justice

Le Programme d'Appui à la consolidation du processus démocratique, l'état de droit et la bonne gouvernance (PADEG) consiste à appuyer une partie de la mise en œuvre du plan d'action national de réforme de la justice (PANRJ) ainsi que son plan de consolidation (PC-PANRJ). En 2006 il a été décidé de proroger la convention PADEG de 2 ans (2007/08) avec une augmentation du budget de 2 m €. Les actions prévues dans la prolongation de la convention PADEG au cours de 2007 ont porté sur:

#### *La finalisation des actions en cours :*

Les trois contrats relatifs à la rénovation du palais de justice de Ouagadougou et celui avec l'association prisonniers sans frontières (dérogation acceptée) ont été signés et sont en cours d'exécution. Les TGI et MAC de Djibo ont également été réceptionnés mais ne sont pas encore fonctionnels vu le retard dans la création de la juridiction. La 1<sup>ère</sup> Journée du détenu a eu lieu à Ouaga et à Bobo le 21/12/07. Elle a permis de sensibiliser les autorités et le public sur les conditions de détention et de faire visiter les locaux de détention et les activités menées par des associations avec les détenus.

Les 56 projets du FAED ont tous pris fin mais il reste à effectuer plusieurs paiements finaux dû à la lenteur des auditeurs à fournir un rapport d'audit et de qualité. Ce problème est très sérieux et engendre des difficultés pour certaines associations qui attendent leur paiement depuis plus d'un an.

*Le Renforcement de certains acquis* (renforcement de la gestion des juridictions, des établissements pénitentiaires et des structures chargées de la formation continue, capitalisation des résultats des projets FAED): plusieurs contrats pour le lancement de bilans (informatisation des greffes pénitentiaires, annuaire statistique, CD ROM sur les productions FAED) d'audits (sur l'organisation du TGI/TI de Ouaga), d'études (gestion des stocks et maintenance des équipements, centre des professions judiciaires), de consultations et de formations (formation des responsables et des formateurs de l'axe 1, formation en 5 modules des 56 bénéficiaires des contrats FAED) ont été lancés après de longues discussions sur les TdRs avec la CGP PADEG.

#### *La Préparation d'un futur appui sur les ressources du 10<sup>ème</sup> FED:*

L'appel d'offres relatif à la mise en place d'une AT auprès de la DEP/DAF du Ministère de la Justice a été déclaré infructueux en avril 2007. Vu les délais restants, un appel d'offre via le contrat-cadre bénéficiaire a été relancé à la mi-décembre tout en sensibilisant de manière renforcée les services du ministère de la justice qui ont connu un changement de cadres. Cette AT a pour but de développer les outils de planification, de suivi et de gestion du PC-PANRJ 2007-2009 qui a enfin été adopté en conseil des ministres le 20/12/2007 après un an de retard ainsi que d'élaborer un CDMT 2009-2011 en vue de développer par la suite une politique sectorielle à plus long terme et des plans d'actions triennaux qui en découlent (également avec l'aide d'une AT en 2008).

### Programme cadre d'appui au secteur de la culture au Burkina Faso

Dans le cadre du Programme cadre d'appui au secteur de la culture au Burkina Faso le contrat de subvention au FESPACO a été conclu et a permis de soutenir l'organisation de la XXème édition.

Le volet "Initiatives culturelles" a connu en 2007 un démarrage difficile. Le DP de démarrage a été signé en juin mais à la date d'échéance (31.10.07), la plupart des activités prévues n'étaient pas encore achevées et certaines n'avaient encore connu aucun démarrage. La préparation du DP1 par la cellule opérationnelle de gestion mise en place par le Ministère de la Culture a accumulé un retard important. Au 31.12.07, le DP1 n'était pas encore finalisé. Depuis la fin du DP de démarrage, vu l'absence d'un DP valable en cours. Les difficultés liées au démarrage étaient dues au manque d'efficacité de l'unité de gestion du programme, composée de cadres du Ministère de la Culture. Vers la mi-2008 le Ministère de la culture, conscient de cette faiblesse, a nommé un nouveau régisseur, qui a donné une certaine impulsion au volet "initiative culturelles". Un appel à proposition a été lancé et les premiers contrats de subventions devraient être signés en début 2009.

#### **Appui Institutionnel, secteur privé**

##### **Appui aux services de l'ON (9 ACP BK 11)**

Dans le premier semestre 2007, les discussions autour de l'instruction et contenu du nouveau programme d'appui à l'ordonnateur national se sont continuées. Finalement une proposition de financement de compromis a été finalisée au premier semestre 2007 et la procédure de signature de la Convention de Financement (d'un montant de 4.350.000 euro, dont 350.000 euro contribution nationale) a été finalisée en Novembre 2007. Elle inclut aussi comme prévu les composantes de la Facilité de Coopération Technique à la hauteur de 1.800.000, dont 200.000 de contribution nationale.

Grâce à un devis programme, pendant la préparation et signature de la Convention 9 ACP BK 11 en 2007, la DCE a continué à appuyer le fonctionnement des services de l'ON en charge de la gestion de la coopération avec l'UE (DGCOOP) grâce à un devis programme de transition financé par la TCF 9 ACP BK 03.

En décembre 2007 l'avis de marché pour la sélection de la nouvelle assistance technique aux services de l'ON a été lancé. Aussi un dernier avenant qui prolonge jusqu'à la fin mars 2008 le devis programme d'appui à l'ON en cours a été signé en novembre 2007, afin de donner à la DGCOOP le temps nécessaire pour assurer un bon lancement du nouveau projet en élaborant son premier devis programme pendant le premier trimestre 2008.

#### **7 ACP BK 151: Programme de Renforcement des Capacités des Entreprises**

Renforcement des capacités de la Maison de l'Entreprise (MEBF): 963 promoteurs accueillis pour divers conseils; organisation de cinq causeries débats avec les opérateurs économiques, et de 2 émissions télévisées sur l'appui conseil aux entreprises et de 5 émissions radiodiffusées en langues nationales. Organisation avec l'appui de la CE des deuxièmes journées de l'entrepreneuriat burkinabé (novembre 2007), et ouverture de deux nouvelles antennes de la MEBF à l'est et au Nord du pays.

Appui au renforcement des capacités des prestataires de services: 8 formations ont été dispensées sur des thématiques diverses (marketing, techniques du commerce international,

franchising...) au profit de 124 prestataires de services avec une décentralisation des formations dans quelques localités du Burkina pour compter d'octobre 2007.

Mise en œuvre du dispositif de chèques services: 1824 dossiers accordés à la date du 31 octobre 2007 pour un montant de 829 millions FCFA, portant le cumul de dossiers accordés depuis la mise en place du dispositif à 2284 pour un montant total de 989 millions FCFA. Les entreprises individuelles (89%) sont les principales bénéficiaires des prestations, en particulier celles opérant dans le commerce (41%) et dans les BTP (15%). Environ 11,6% des premiers responsables des entreprises bénéficiaires sont des femmes.

Mise en œuvre des CGA: Peu d'avancées significatives à cause du retard dans la signature du décret Gouvernemental portant agrément des CGA (avril 2007). Les contrats de subvention de démarrage des CGA de Ouaga et de Bobo sont presque finalisés. Le démarrage des CGA est officiellement prévu en début mars.

S'agissant de la dernière année de mise en œuvre du programme, il est envisagé l'élaboration du Devis programme de clôture couvrant les périodes de septembre à décembre et l'évaluation finale du programme pour compter de novembre.

## **2.4.- Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE)**

### Renforcement des capacités des Organisations de la Société civile

Dans le cadre du PIN 9<sup>me</sup> Fed, une enveloppe de 15 m € est destinée au Programme de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile (PROS / 9 ACP BK 7). La convention de financement a été signée le 7 avril 2006.

Les difficultés de démarrage étaient liées à la sélection de l'AT de l'UGP. Un premier appel d'offre pour le recrutement de l'assistance technique de l'UGP a été annulé à cause de l'insuffisance des offres techniques des soumissionnaires, ce qui nous a obligé à relancer la procédure avec une perte de temps de plusieurs mois.. Un nouvel avis de marché a été publié le 10/10/07. Le deuxième appel a eu succès même si la phase de sélection a été plutôt longue (problèmes au niveau de la DG Coop). L'UGP s'est installé à Ouagadougou ce mois de novembre 2008 et le programme a officiellement démarré.

### Programmes horizontaux

Les acteurs non étatiques jouent un rôle important dans la coopération entre l'Union européenne et le Burkina Faso, notamment à travers des financements au titre du Budget général de l'Union européenne et les Facilités Eau et Energie au titre de la coopération intra-ACP du 9<sup>ème</sup> FED. En 2007, la CE a ainsi engagé 31 contrats d'un montant total de 33,8 millions euros, dont la majorité sont exécutés par des organisations non gouvernementales (voir annexe B9).

## **2.5.- Autres Instruments :**

### STABEX

L'affectation des reliquats sur le STABEX, chiffrés à 9,1 millions d'euros environ, a fait l'objet d'une convention de financement COM-STABEX final qui a été signée le 22 juin 2006. Ceci a permis d'engager immédiatement un avenant de 6,5 MEUR pour les travaux de la route RN4 (en complément à la Convention 9 ACP BK 001).

De même, un contrat d'assistance technique au cabinet du Ministre des Infrastructures et du Désenclavement a également été conclu fin 2006 pour un an. Il permettait d'étendre les prestations du Conseiller du Ministre des Infrastructures dont le contrat venait à expiration suite à l'abandon du statut d'expert individuel. Fin 2007, un accord préalable a été octroyé pour prolonger ce contrat d'une dernière période de 6 mois. Ceci devait permettre de poursuivre entre autres un travail sur le dossier des différends de la route RN1 avec RAZEL/DIWI.

La composante « ponts » n'a pas évolué suffisamment rapidement pour envisager en toute sécurité l'engagement financier des travaux avant la date D+3. L'éventualité d'un avenant de réallocation au COM est envisagée. La réallocation serait efficacement utilisée pour la préparation du 10ème FED (Etudes routières).

## **BEI**

Les projets financés par la BEI s'inscrivent principalement dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, le secteur du coton, le secteur financier et des télécommunications. A la fin de l'année 2007, le portefeuille de projets actifs (non-remboursés) de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) comprenait 11 prêts pour un montant total signé de 76 millions d'euros.

Les interventions de la Banque sont concentrées essentiellement dans les projets d'infrastructures (les secteurs de l'électricité et de l'eau notamment) pour un montant signé de 39 millions d'euros à fin 2007.

Enfin, la BEI est intervenue dans le secteur du coton au Burkina Faso par le financement de la modernisation et la construction de nouvelles usines d'égrenage de la SOFITEX à travers un prêt de 6 millions d'euros et par le financement partiel de la filature FILSAH à travers un prêt de 1 million d'euros. Ces opérations sont terminées et en cours de remboursement. Cependant la filature FILSAH se trouvant en difficulté malgré une première restructuration financière, une deuxième restructuration est en cours qui exige un suivi rapproché de la BEI.

En termes de perspectives, la BEI compte explorer des possibilités de financement de projets dans les secteurs de l'eau, le secteur financier, ainsi que le secteur des télécommunications et le secteur minier si des opportunités se présentent.

## **Coopération régionale et intra ACP**

### Programme Indicatif Régional (PIR) 9me FED

D'un montant initial de 235 million d'euros, le PIR 9me FED a été porté à 258 millions d'euros par les transferts des reliquats des anciens FED. Les trois secteurs de concentration du PIR sont:

- *Secteur Intégration Economique et Commerce : 118 millions d'euros*

Ce secteur vise à renforcer les capacités des organisations régionales et les Etats membres de la région dans l'application des reformes communautaires pour l'approfondissement de l'intégration économique régionale et le commerce.

La mise en œuvre de ce secteur se fait par deux composantes:

- une composante en gestion décentralisée, (appui à la compétitivité et aux secteurs productifs et aux ANE) d'un montant de 28.6 million d'euros. Une grande partie de cette composante est mise en œuvre par une convention de contribution de 15 m € signée en juin 2007 entre l'ONUDI (agence d'exécution) et la Commission de l'UEMOA pour la mise en œuvre du Programme "Appui à la

compétitivité et à l'harmonisation des mesures OTC et SPS". Le programme bénéficie à tous les pays membres de la CEDEAO ainsi qu'à la Mauritanie. D'autres actions sont prévues en appui à l'Ersuma (dans le cadre de la diffusion du droit Ohada et à l'harmonisation du droit des affaires) et à la Commission sous-régionale des pêches avec siège à Dakar.

- une composante en gestion centralisée, d'un montant de 76,4 millions d'euros, qui fait l'objet de deux conventions de contribution entre la CE (les délégations de la CE au Nigeria et au Burkina Faso), la Commission de la CEDEAO (pour 44,3 millions d'euros) d'une part et la Commission de l'UEMOA (pour 31,1 millions d'euros) d'autre part. Les deux conventions ont été signées en juin 2007. Le démarrage de la mise en œuvre a été lent; toutefois, le paiement des moins values des recettes douanières (11 millions d'euros pour l'UEMOA) a déjà été réalisé.

- *Secteur Facilitation des transports: 82 millions d'euros*

Les actions prévues dans ce secteur visent à améliorer les services des transports régionaux en vue de diminuer les coûts des facteurs et faciliter la libre circulation des personnes et la fluidité des échanges infrarégionaux. Ce projet, dont la responsabilité principale de mise en œuvre est de la CEDEAO, connaît des retards de mise en œuvre.

- *Secteur Hors concentration : 58 million d'euros*

Ce secteur inclut une douzaine de projets dans une large variété de secteurs: santé (15 m €), prévention des conflits (10 m €), Culture (4 m €), Facilitation technique pour les 2 OR (6 m €), Ecopas et Procordel (5,5 m €), sécurité alimentaire (2 m €), pêche (5 m €), petits projets infrastructures (6 m €) etc.

### **Budget général de l'Union européenne et facilités eau et énergie**

La CE (Délégation de la CE au Burkina Faso et ECHO) a engagé en 2007 31 nouveaux contrats d'un montant total de 33,8 millions au titre du Budget général de l'Union européenne et les Facilités Eau et Energie au titre de la coopération intra-ACP du 9<sup>ème</sup> FED (voir un descriptif dans l'annexe B9).

### **3. Cohérence des politiques**

Les politiques de l'UE autres que la politique d'aide sont au moins aussi importantes dans la mesure où elles sont susceptibles d'influencer ou de servir l'objectif du pays dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La politique agricole de l'Union a un impact sur la performance des exportations agricoles du Burkina Faso. Bien que les effets réels sur l'économie du pays soient très limités, le système communautaire de subvention à la production agricole y est mal perçu, particulièrement dans le secteur du coton. Même si la production cotonnière de l'UE est modeste et n'a quasiment pas d'impact sur les marchés internationaux, l'existence même d'un schéma de subvention est vue comme un obstacle au développement du principal produit d'exportation du Burkina Faso.

Les normes sanitaires appliquées par l'UE constituent aussi des obstacles à l'exportation burkinabè, en particulier dans le secteur des produits d'origine animale et de l'élevage. Sans mettre en cause le bien-fondé de la législation communautaire en la matière, qui vise à protéger les consommateurs européens, le retard du Burkina Faso dans la mise à niveau des normes sanitaires et phytosanitaires freine l'exportation de certains produits burkinabè vers l'UE. Il faut aussi noter que les exportations communautaires de certains produits d'origine animale et

végétale sont en concurrence avec les exportations burkinabè vers les pays côtiers de la sous-région.

Dans un tel contexte, les négociations de l'Accord de Partenariat Economique entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest sont sources d'inquiétudes. Malgré la prise en compte de la dimension développement dans les accords de partenariat économique dès leur conception initiale dans l'Accord de Cotonou signé en juin 2000, l'opinion publique reste soucieuse d'un impact potentiellement négatif d'une plus grande ouverture des marchés ouest-africains aux produits européens. C'est particulièrement le cas pour certains produits agricoles, où les producteurs craignent de ne pas pouvoir faire face à la concurrence européenne, en dépit du fait que l'accord de partenariat économique donne la possibilité de maintenir la protection tarifaire actuelle en déclarant ces produits comme produits sensibles. L'impact de la libéralisation tarifaire sur la fiscalité est aussi source d'inquiétude et nécessite des mesures d'accompagnement. La région ouest-africaine a convenu de continuer à négocier avec l'Union européenne en 2008, pour aboutir à un accord bénéfique aux deux parties.

#### **4. Stratégie conjointe UE – Afrique**

La stratégie de l'UE pour l'Afrique, adoptée en décembre 2005, repose sur trois piliers : i) promouvoir certaines exigences clés pour assurer le développement durable, telles que la paix, la sécurité et une bonne gouvernance, ii) soutenir l'intégration régionale, le commerce et l'interconnectivité pour favoriser le développement économique et iii) améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, enseignement) et la protection de l'environnement pour atteindre les OMD 1-6 plus rapidement. Ces principes ont été pris en considération dans la préparation du Document de Stratégie Pays et Programme Indicatif National 2008-2013 de la manière suivante : (i) par le choix d'un domaine de concentration d'appui à la bonne gouvernance (50 millions euros), (ii) par le choix d'un autre domaine de concentration pour le renforcement des infrastructures de base et de l'interconnectivité (140 millions pour les transports, l'eau/assainissement, l'énergie)) et une prévision de ressources dans les domaines hors concentration pour l'intégration et la coopération régionale (11 millions) et (iii) par un nouveau programme d'appui budgétaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté (320 millions euros) avec une attention particulière à l'accès équitable aux services sociaux, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du climat des investissements. Pour les contributions aux trois piliers de la stratégie de l'UE pour l'Afrique à travers les programmes en cours, voir le chapitre 2.

La stratégie conjointe UE-Afrique, adoptée en décembre 2007, fournit une vision à long-terme pour un partenariat stratégique entre l'Afrique et l'UE pour le bénéfice des peuples africains et européens, pendant que le plan d'action 2008-2010 définit les priorités qui devraient être mises en oeuvre dans les 3 prochaines années, à travers huit partenariats. Les actions mentionnées ci-dessus au titre du DSP/PIN 8<sup>ème</sup> FED contribueront aux partenariats Afrique-UE 2-5 :

2. Partenariat Afrique-UE pour la gouvernance démocratique et les droits de l'homme
3. Partenariat Afrique-UE pour le commerce, l'intégration régionale et les infrastructures
4. Partenariat Afrique-UE sur les objectifs du Millénaire pour le développement
5. Partenariat Afrique-UE pour l'énergie

Au titre du Partenariat 1 pour la paix et la sécurité, il est important de souligner les efforts de médiation du Burkina Faso dans sa qualité de présidence de la CEDEAO, notamment pour la

situation au Togo et en Côte d'Ivoire et l'engagement du pays a participer aux opérations en faveur de la paix au Soudan.

Quant au Partenariat 6 sur le changement climatique, la CE a apporté une aide d'urgence en 2007 aux populations sinistrées des inondations à travers ECHO et mettra en place d'autres financements en 2008 au titre de l'enveloppe B régionalisée pour des actions de réhabilitation et développement en faveur de ces mêmes populations.

## **5. Coordination des bailleurs et harmonisation**

Le gouvernement du Burkina Faso joue un rôle actif dans l'ensemble du processus de coordination des politiques, d'harmonisation des procédures de programmation et d'alignement sur les cycles, systèmes et procédures budgétaires du pays bénéficiaire, même si la qualité et le degré d'appropriation du dialogue avec les Partenaires techniques et financiers (PTF) varient d'un secteur à un autre.

Une coordination générale des appuis au développement est structurée autour du Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), qui est le cadre de référence pour l'ensemble des PTF. Les PTF qui favorisent la mise en œuvre du CSLP par des appuis budgétaires généraux ont structuré leurs relations avec le gouvernement dans le Cadre Général d'organisation des appuis budgétaires en soutien à la mise en œuvre du CSLP (CGAB-CSLP). Le CGAB-CSLP est présidé par le ministère de l'économie et des finances avec un PTF désigné chaque semestre comme Chef de file.

Le dispositif de suivi du CSLP prévoit également des travaux au sein de neuf commissions sectorielles et thématiques, de niveau ministériel, dans lesquelles les PTF participent à titre d'observateurs. Cette coordination est également du ressort du ministère de l'économie et des finances. Du côté des bailleurs de fonds, c'est la Commission européenne en tant que Chef de file qui assure la coordination de la participation des PTF au processus: préparation des revues du CSLP (deux revues par an) et de l'appréciation conjointe des partenaires.

Outre cette coordination axée sur le suivi du CSLP, il y a des cadres de concertation autour des programmes sectoriels, paniers communs et cadres partenariaux, comme par exemple dans l'éducation de base, la santé, la lutte contre le SIDA, le genre, les transports, le développement rural, la gouvernance, l'eau potable et assainissement, la décentralisation, le secteur privé... L'administration nationale s'approprie de plus en plus l'animation de cette coordination. Cependant, les revues du CSLP en 2006 et 2007 ont montré la nécessité de renforcer le lien entre les différentes coordinations sectorielles et les travaux des commissions sectorielles et thématiques de suivi du CSLP pour assurer une meilleure cohérence entre la définition et la mise en œuvre des politiques sectorielles, d'une part, et le CSLP et son plan d'actions prioritaires, d'autre part.

Par ailleurs, suite aux déclarations de Rome et de Paris sur l'alignement, l'harmonisation et la coordination des aides, les PTF ont entamé une action depuis 2005 pour faire avancer la question de l'efficacité de l'aide. Ils se réunissent dorénavant sur une base trimestrielle pour promouvoir l'efficacité de l'aide au Burkina. Un secrétariat technique pour l'efficacité de l'aide (STELA), cofinancé par plusieurs PTF, a été constitué pour appuyer les efforts des PTF en la matière, en collaboration étroite avec l'administration nationale. Le STELA est appuyé par un Groupe de contact, dont est membre la DCE. En 2006, le Gouvernement a nommé un coordonnateur national pour le suivi de la Déclaration qui a assuré en relation avec les PTF la coordination de la préparation du plan d'action national pour l'efficacité de l'aide adopté en septembre 2007. Les PTF ont élaboré une lettre d'intention pour appuyer la mise en œuvre de ce plan d'action, qui a été remise officiellement au Premier Ministre le 11 janvier 2008.

A ces différents cadres de concertation, il faut ajouter les rencontres mensuelles de la coordination européenne constituée de la Commission, des Etats Membres et de la Suisse et Canada. Une matrice prospective des interventions des Etats Membres a été développée dans le cadre de la réunion de coordination européenne élargie et étendue ensuite à l'ensemble des autres PTF sur la période 2007-2009. La réflexion sur la programmation conjointe engagée dans le cadre de la coordination européenne élargie sous la présidence locale de la Belgique est maintenant prise en charge par l'ensemble des PTFs sous la coordination du STELA. L'année 2008 devrait permettre d'avancer sur ce chantier.

Les services de l'ordonnateur national et de la délégation de la CE se rencontrent régulièrement à un niveau technique en fonction des dossiers d'actualité et périodiquement (en principe sur une base mensuelle) au niveau du Directeur-Général de la Coopération (Ordonnateur National délégué) et du Chef de délégation.

## **6. Dialogue dans le pays avec les ANE, les autorités locales et le parlement**

L'Assemblée Nationale a été associée à l'exercice de programmation au titre du 10<sup>ème</sup> FED à deux reprises, en octobre 2006. L'Ordonnateur National et le Chef de Délégation ont dans un premier temps eu une audience auprès du Président, Vice-Président et le Directeur de la Coopération de l'Assemblée Nationale, pour faire l'état des lieux de la programmation. Le Chef de Délégation a ensuite eu une rencontre d'information et d'échanges avec la Commission des Affaires Etrangères et de la Défense de l'Assemblée Nationale. Un séminaire avec l'Assemblée Nationale sur le Document de Stratégie Pays et Programme Indicatif National 2008-2013 est prévu les 27 et 28 mai 2008.

Depuis 2005, l'Ordonnateur National et la Délégation invitent une ou deux fois par an environ 90 organisations de la société civile et des collectivités locales à des rencontres d'information et d'échanges autour de la programmation et la mise en œuvre de l'aide européenne au Burkina Faso et d'autres thèmes d'actualité, tels l'APE. Le 29 mai 2007, le Gouvernement et la Délégation de la CE ont organisé une rencontre dans le cadre de la revue en fin de parcours de la stratégie de coopération 2001-2007 et la programmation 2008-2013, à laquelle ont participé les ministères sectoriels concernés, des organisations des acteurs non étatiques et des collectivités locales, les Etats membres de l'UE représentés au Burkina Faso et d'autres partenaires techniques et financiers. Après une première rencontre le 11 mai 2006, celle du 29 mai 2007 a constitué la deuxième occasion pour les acteurs non étatiques de se prononcer sur la programmation au titre du 10<sup>ème</sup> FED. Le compte-rendu de cette rencontre est repris en annexe.

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et le processus de suivi de sa mise en œuvre, constituent la base de la coopération entre l'Union européenne et le Burkina Faso. La septième revue annuelle du CSLP consacrée à l'année 2006, tenue le 6 avril 2007, a enregistré une forte participation des organisations des acteurs non étatiques et des collectivités locales et a confirmé la tendance d'ouverture de la part des autorités nationales pour la participation de tous les acteurs du développement au processus de suivi du CSLP.

Dans le cadre d'appels à propositions gérés localement, la Délégation de la Commission européenne a organisé deux sessions d'information à l'attention des demandeurs potentiels de la société civile. Les sessions ont eu lieu le 15 mars et le 19 avril 2007 et ont eu pour objectif premier de présenter et d'expliquer les lignes directrices des appels respectivement du Programme ONG/Sécurité Alimentaire et du Programme d'Amélioration de la Sécurité

Alimentaire par la Fertilité des Sols. Les présentations ont été suivies d'échanges nombreux sur le contenu des lignes et sur les procédures à suivre pour les demandeurs et les partenaires potentiels. La Direction Générale de la Coopération et la DG du Suivi des ONG du Ministère de l'Economie et des Finances ont été associées à ces rencontres. Chaque réunion a vu une participation importante d'ONG locales et internationales (environ 40 participants par réunion).

## 7. Conclusions

Sur le plan **politique**, il est à signaler que les élections législatives ont confirmé voir renforcé la coalition gouvernementale. Le nouveau Gouvernement sous la direction du Premier Ministre Tertius Zongo, mis en place en juin, s'est montré très ouvert au dialogue avec les partenaires techniques et financiers et a fait de la lutte contre la corruption une priorité plus affichée.

L'évolution de la situation **socio-économique** est caractérisée par un ralentissement de la croissance économique, notamment par une croissance négative du secteur agricole, les secteurs de l'industrie et des services ayant conservé une croissance positive. Cette évolution est liée à plusieurs chocs exogènes, notamment des conditions climatiques difficiles - avec un impact négatif sur les rendements des productions vivrières et cotonnière - et la baisse du prix du coton sur le marché international conjugué avec une augmentation du prix des engrais qui ont provoqué une réduction des superficies ensemencées en coton. Par ricochet, les difficultés du secteur agricole ont eu comme conséquence une augmentation de l'incidence de la pauvreté, qui a augmenté d'un demi point en 2007. Pendant les derniers mois de l'année, une hausse des prix produits alimentaires a en outre pu être constatée, liée aux difficultés du secteur agricole en 2007 et une tendance mondiale également à la hausse.

La revue en fin de parcours du 9ème FED de la **coopération entre le Burkina Faso et l'UE** a été conclue en mai 2007 par la signature de l'addendum N° 2 Au Document de Stratégie de Coopération et Programme Indicatif National 2001-2007. Compte tenu des performances enregistrées par le Burkina Faso et les estimations de besoins de financements supplémentaires pour la mise en œuvre de la politique de réduction de la pauvreté, il a été convenu d'augmenter l'enveloppe A (ressources programmables) de 23,4 millions euros, de réduire l'enveloppe B de 10 millions euros et d'utiliser également les reliquats issus des dégagements des anciens programmes à concurrence de 5,3 millions euros.

Toutes les décisions de financement prévues en 2007 ont été réalisées, portant ainsi le taux d'engagement de l'enveloppe A du 9ème Fonds Européen de Développement au Burkina Faso à 100%. Les déboursements, tous programmes confondus, ont été d'un niveau record de 133,8 millions euros (87,8 milliards F CFA) au titre du Programme Indicatif National sur les fonds des différents Fonds Européen de Développement et 10,7 millions Euros (7 milliards F CFA) au titre du Budget de la Commission pour des projets en faveur du Burkina Faso, soit un total de 144,5 millions euros (94,8 milliards F CFA).

La **programmation** au titre du 10ème Fonds européen de développement a été achevée le 9 décembre par la signature du Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013. Cette programmation prend en compte les priorités nationales reflétées dans la Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, la politique de développement de l'UE, le principe de la concentration pour augmenter l'efficacité de l'aide, l'expérience de

la coopération en cours, la complémentarité avec les Etats membres et les autres partenaires techniques et financiers. Les actions suivantes contribueront à la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour l'Afrique et à la stratégie conjointe UE-Afrique : (i) le choix d'un domaine de concentration d'appui à la bonne gouvernance (50 millions euros), (ii) le choix d'un autre domaine de concentration pour le renforcement des infrastructures de base et de l'interconnectivité (140 millions pour les transports, l'eau/assainissement, l'énergie)) et une prévision de ressources dans les domaines hors concentration pour l'intégration et la coopération régionale (11 millions) et (iii) un nouveau programme d'appui budgétaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté (320 millions euros) avec une attention particulière à l'accès équitable aux services sociaux, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du climat des investissements.

En matière de **coordination et d'harmonisation de l'aide** des progrès ont été réalisés par l'adoption d'un plan d'action national pour l'efficacité de l'aide, la signature d'une lettre d'intention des partenaires techniques et financiers pour accompagner la mise en œuvre de ce plan d'action et un exercice d'échanges d'information pour l'élaboration d'une matrice de bailleurs de fonds, pour faciliter une meilleure division du travail dans l'avenir. Des progrès ont également été réalisés en matière d'association des organisations d'acteurs non étatiques et des collectivités locales au processus de suivi de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, notamment par une participation active à la revue d'avril 2007.

**ANNEXES**

### 3. ANNEXES

a) Annexes générales:

1. Indicateurs clés de performance macro-économique
2. indicateurs clés des ODM

b) Des annexes à caractère rétrospectif: la situation financière pour:

1. Situation financière du 9<sup>ème</sup> FED fin 2007
2. Situation financière du 8<sup>ème</sup> FED fin 2007
3. Situation financière du 7<sup>ème</sup> FED fin 2007
4. Situation financière des projets régionaux fin 2007
5. Situation financière des projets de la BEI fin 2007
6. L'utilisation de l'appui budgétaire général
7. Les actions en cours sur lignes budgétaires (Budget Général UE)
8. La concentration par secteur des ressources engagées sur le 9ème FED
9. Descriptif des actions engagées en 2007 sur instruments horizontaux (Budget Général UE et facilités eau et énergie)

c) Des annexes à caractère prospectif:

1. Le calendrier indicatif des déboursements du 9ème FED et des FED précédents
2. Les engagements programmés du FED en 2008 y compris les activités liées aux Partenariats Afrique-UE et les Actions Prioritaires.

d) Des annexes sur l'efficacité de l'aide

1. questionnaire sur l'efficacité de l'aide
2. matrices des bailleurs 2008-2010

### Annexe a-1) Tableau des indicateurs macroéconomiques

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Données de base</b>									
1	Population (en milliers)	11 328,4	11 597,6	11 873,2	12 505,4	12 802,5	13 106,8	13 418,3	13 737,1
	- variation annuelle en %	2,4%	2,4%	2,4%	5,3%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
2a	PIB nominal (en millions d'euros)	2 833,9	3 143,4	3 495,5	3 783,9	4 113,7	4 514,3	4 794,5	5 214,1
2b	PIB nominal par habitant (en euros)	250,2	271,0	294,4	302,6	321,3	344,4	357,3	379,6
2c	- variation annuelle en %		8,3%	8,6%	2,8%	6,2%	7,2%	3,7%	6,2%
3	PIB réel (variation annuelle en %)	1,8%	6,6%	4,7%	8,0%	4,6%	7,1%	6,1%	6,7%
4	Formation brute de capital fixe (en % du PIB)	18,0%	14,4%	16,9%	18,8%	19,9%	20,0%	20,2%	21,3%
<b>Transactions internationales</b>									
5	Exportations de biens et de services (en % du PIB)	9,3%	7,7%	9,0%	8,6%	10,0%	9,8%	11,9%	11,8%
	- dont les plus importantes: ... (en % du PIB)								
6	Balance commerciale (en % du PIB)	-12,0%	-10,2%	-9,2%	-8,5%	-9,1%	-10,1%	-10,0%	-9,7%
7	Balance des opérations courantes (en % du PIB)								
8	Entrées nettes d'investissements directs étrangers (en % du PIB)	0,9%	0,3%	0,4%	0,6%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
9	Dette extérieure (en % du PIB)	53,0%	50,0%	42,4%	38,6%	37,0%	34,0%	9,4%	10,4%
10	Service de la dette extérieure (en % des exportations de biens et de services non-facteurs)	28,4%	25,5%	24,2%	21,1%	17,1%	12,7%	28,0%	7,5%
11	Réserves de devises étrangères (en mois d'importations de biens et de services non-facteurs)	1,6	2,0	1,9	2,8	4,8	3,0	3,0	3,0
<b>Gouvernement</b>									
12	Revenus (en % du PIB)	19,5%	18,1%	17,2%	17,5%	17,3%	16,7%	18,1%	18,7%
	- dont: dons (en % du PIB)	7,7%	7,1%	5,9%	5,4%	4,3%	4,4%	5,1%	4,7%
13	Dépenses (en % du PIB)	23,4%	22,4%	21,9%	20,4%	21,5%	22,2%	23,2%	24,5%
	- dont: dépenses en capital (en % du PIB)	12,7%	11,6%	11,0%	9,1%	11,0%	10,7%	11,0%	12,8%
14a	Déficit (en % du PIB), dons inclus	-3,8%	-4,3%	-4,7%	-2,9%	-4,1%	-5,4%	-5,1%	-5,8%
14b	Déficit (en % du PIB), dons exclus	-11,6%	-11,4%	-10,6%	-8,3%	-8,5%	-9,9%	-10,2%	-10,5%
15	Dette (en % du PIB)	54,5%	51,2%	46,0%	44,0%	39,8%	36,1%	11,2%	11,8%
	- dont: dette extérieure (en % de la dette publique totale)	97,2%	97,6%	92,1%	87,8%	93,1%	94,3%	84,1%	88,0%
<b>Autres</b>									
16	Inflation des prix à la consommation (variation moyenne annuelle en %)	-0,3%	4,9%	2,3%	2,0%	-0,4%	6,4%	2,9%	2,3%
17	Taux d'intérêt (pour l'argent, taux annuel en %)	6,5%			5,5%	4,5%			

18	Taux de change (moyen annuel de la devise nationale pour 1 euro)	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957
19	Chômage (en % de la main-d'œuvre, définition OIT)								
20	Emploi dans l'agriculture (en % de l'emploi total) encore à obtenir								

Source : DGEP/MEDEV, révision des données antérieures à 2005 réactualisée sur base IAP novembre 2006 – Indicateur 17 Taux d'escompte unique BCEAO.

### Annexe a-2) Tableau des indicateurs pour les OMD

Burkina Faso	Base de données de la Banque Mondiale	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1	Gap de pauvreté à \$1 par jour (PPP) (%)					7		
1	"Poverty headcount ratio at \$1 a day (PPP) (% of population)"					27		
2	Prévalence du déficit ponderal chez les enfants de - de 5 ans					38		
3	Taux de mortalité des enfants de - de 5 ans	210	196				192	
4	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire		36	36	37	38	40	
5	Taux d'achèvement du cycle primaire	20	25	26	27	28	29	
6	Ratio filles garçons dans l'enseignement primaire et secondaire (%)		70	71	72	74	76	
6	"Ratio of young literate females to males (% ages 15-24)"						65	
7	Proportion d'accouchements assistés par du personnel médical qualifié					38		
8	Taux de vaccination rougeole (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois)	79	59	69	64	76	78	
9	Prevalence contraceptive VIH (% de femmes âgées de 15 à 49 ans)					14		
10	Proportion de la population disposant d'un accès durable à une source d'eau améliorée	38					61	

Lien internet :

<http://ddp-ext.worldbank.org/ext/GMIS/gdmis.do?siteId=2&menuId=LNAV01HOME3>

Ligne Budgetaire	Domaine	Numero Contrat	Intitulé Contrat	Contractant	Status	Montant EURO	Deboursé total	Dont Deboursé en 2007	RAL
<b>COOPERATION DECENTRALISEE</b>									
21.050300	Decentralised cooperation	CDC/2000/048-020	Appui à la réalisation du plan d'action triennal de RAMPE	Reseau Africain d'Appui a la Microet Petite Entreprise Association RAMPE	Ongoing	250.000,00	195.243,08	0,00	54.756,92
<b>DROITS HUMAINS</b>									
	Human rights & Democracy	DDH/1999/050-257	Activités socio-éducatives de réinsertion en milieu ouvert en faveur des enfants des rues	ASBL CROIX ROUGE DE BELGIQUE - COMMUNAUTE FRANCOPHONE ACTIVITES INTERNATIONALES	Ongoing	919.415,00	840.638,07	0,00	78.776,93
19.040500	Human rights & Democracy	DDH/1999/050-315	Appui institutionnel aux activités de promotion, de protection et de défense des droits de l'Homme	MOUVEMENT BURKINABE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES ASSOCIATION	Ongoing	503.081,00	292.565,19	0,00	210.515,81
<b>ENVIRONNEMENT</b>									
21.040100	Environment	ENV/2006/114-565	Village Tree Enterprise Project	TREE AID	Ongoing	2.384.756,00	575.954,00	575.954,00	1.808.802,00
<b>SECURITE ALIMENTAIRE</b>									
21.020100	Food Security	FOOD/1999/053-250	AA - Programme d'appui élaboration et mise en oeuvre de stratégie nationale et rég. - SAHEL (dél. Burkina Faso)	CILSS	Ongoing	645.000,00	573.410,00	0,00	71.590,00
21.020200	Food Security	FOOD/2001/047-265	PA mises en oeuvre Aide FINANCIERE PROGR D'APPUI A LA SEC. Alimentaire 2001	BURKINA FASO	Ongoing	2.700.000,00	2.700.000,00	0,00	0,00
21.020200	Food Security	FOOD/2001/048-412	Projet d'appui aux banques de cereales villageoises pour la sa de proximité	ISCOS	Ongoing	771.331,05	771.331,05	0,00	0,00
21.020100	Food Security	FOOD/2001/048-413	Lutte contre l'insecurité alimentaire dans le Nord du Burkina Faso	MOVIMONDO	Ongoing	764.161,13	695.236,00	0,00	68.925,13
21.020100	Food Security	FOOD/2001/048-414	Projet de sécurité alimentaire en appui à la province du Yatenga dans le nord du Burkina Faso	GVC	Ongoing	469.087,00	220.908,00	0,00	248.179,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/056-766	Projet de developpement integre de securité alimentaire et nutritionnelle (PISAN)	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV	Ongoing	797.947,00	438.788,00	139.682,00	359.159,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/056-769	Structuration de micro filieres de production, transformation et commercialisation de produits vivriers	ASSOCIATION CENTRE INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE	Ongoing	455.025,00	375.172,00	0,00	79.853,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/056-775	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire dans les regions de l'est et du Sahel - Burkina Faso	ASSOCIATION EAU VIVE	Ongoing	785.281,00	706.753,00	0,00	78.528,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/056-844	Projet de valorisation des ressources hydrauliques et d'appui à la production et commercialisation des produits agricoles en appui à 7 unions des groupements naam - Nord Burkina Faso	ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO	Ongoing	478.000,00	429.831,00	0,00	48.169,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/057-032	Reduction de la pauvreté dans les provinces de Soum, Bam et Passoré, à travers la sécurité alimentaire, par la mise en oeuvre d'un programme integral pour le renforcement et diversification des activités rurales	CRUZ ROJA ESPANOLA	Ongoing	628.223,00	420.567,00	144.834,00	207.656,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/057-046	Des organisations paysannes du Burkina Faso renforcent leurs strategies de securité alimentaire par le developpement des filieres maraichage et niebe	AGRICULTEURS FRANCAIS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL- ASSOCIATION	Ongoing	622.677,00	560.408,00	136.543,00	62.269,00

21.020100	Food Security	FOOD/2003/057-054	Promotion et Organisation des Communautés Rurales et Mise en Place d'Actions structurantes pour répondre aux situations d'insécurité alimentaire au Burkina Faso	ASSOCIATION PEUPLES SOLIDAIRES	Ongoing	517.866,00	466.079,00	123.653,00	51.787,00
21.020100	Food Security	FOOD/2003/057-073	Promotion de l'agro-écologie et de l'éducation environnementale comme voies d'amélioration de la qualité de vie des populations des provinces de Gourma, de la Gnagna et de la Komondjari	FUNDACION INTERMON OXFAM	Ongoing	412.240,00	395.669,92	24.653,92	16.570,08
21.020100	Food Security	FOOD/2004/085-502	Apporter un appui à la stratégie opérationnelle régionale de sécurité alimentaire élaborée par le CILSS et ses 9 pays membres	CILSS	Ongoing	4.840.000,00	2.150.070,30	0,00	2.689.929,70
21.020100	Food Security	FOOD/2006/122-090	Devis Programme de démarrage de la Centrale d'Information du SISA	BURKINA FASO	Ongoing	81.898,00	81.897,23	0,00	0,77
21.020100	Food Security	FOOD/2006/124-007	DP "Suivi de la Campagne Agricole et de la Situation Alimentaire (SCASA) 2006/2007"	BURKINA FASO	Ongoing	746.155,39	589.988,58	323.827,38	156.166,81
21.020100	Food Security	FOOD/2006/131-300	DP 1 - CI SISA	BURKINA FASO	Ongoing	129.393,59	120.597,20	120.597,20	8.796,39
21.020100	Food Security	FOOD/2007/131-784	Révision de la méthodologie du Recensement Général de l'Agriculture - Burkina Faso	TRANSTEC SA	Ongoing	191.150,00	114.690,00	114.690,00	76.460,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/141-275	Améliorer la sécurité alimentaire au Burkina par le renforcement des capacités des acteurs céréaliers	Association Afrique Verte	Ongoing	1.056.797,50	247.766,40	0,00	809.031,10
21.020100	Food Security	FOOD/2007/141-329	Projet de Nutrition Communautaire et Sécurité Alimentaire Durables	Association Eau Vive	Ongoing	836.000,00	482.415,00	482.415,00	353.585,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/141-356	Nutrifaso communautaire-Gnagna	GRET	Ongoing	1.439.364,00	367.560,00	367.560,00	1.071.804,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/141-589	Reformulation d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) au Burkina Faso	HTSPE	Ongoing	82.825,00	49.695,00	49.695,00	33.130,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/141-771	Etude/Action pour l'élaboration d'un document d'orientation national sur la filière céréalières	SCANAGRI DENMARK AS	Ongoing	199.500,00	119.700,00	119.700,00	79.800,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/143-531	Fourniture de matériel d'enquête LOT 1 de l'appel d'offres 123-822	ACEM	Ongoing	601.669,30	361.001,57	361.001,57	240.667,73
21.020100	Food Security	FOOD/2007/143-557	Fourniture Matériel Roulant DGPSA (LOT 4 - AO 123822)	DIACFA	Ongoing	120.930,00	0,00	0,00	120.930,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/143-560	Fourniture de matériel d'enquête et informatique (LOT 2 et LOT 3 du AO 123-822)	AFRICANET	Ongoing	246.727,28	148.036,00	148.036,00	98.691,28
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-063	Amélioration de la fertilité des sols dans les exploitations biologiques de la zone cotonnière du Burkina Faso	ICCO	Ongoing	1.053.697,06	262.875,00	0,00	790.822,06
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-075	Partenariat et innovations agropastorales pour relever la fertilité des sols des zones peuplées de l'Ouest du Burkina Faso (le cas de la province du Tuy): projet fertipartenaires	GIRAD	Ongoing	1.318.438,49	349.792,00	0,00	968.646,49
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-084	Projet d'appui à la sécurité alimentaire par la fertilité des sols dans les régions du centre nord et du plateau central au Burkina Faso PASAF	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV	Ongoing	1.799.874,00	498.780,00	498.780,00	1.301.094,00
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-101	Initiative FERSOL	CILSS	Ongoing	750.000,00	108.537,00	0,00	641.463,00
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-103	Projet d'amélioration de la fertilité des sols dans 30 villages de Koubritunga	CREPA	Ongoing	1.353.174,00	398.258,00	0,00	954.916,00
21.050300	Food Security	FOOD/2007/144-105	Projet d'amélioration durable de la sécurité alimentaire par la fertilisation des sols dans la province du Nayala BF	SOS SAHEL INTERNATIONAL	Ongoing	1.059.300,00	352.889,00	0,00	706.411,00

21.020100	Food Security	FOOD/2007/144-975	Fourniture d'équipements aux IMF LOT 1 et LOT 2	CFAO	Committed	114.992,29	0,00	0,00	114.992,29
21.020100	Food Security	FOOD/2007/144-987	Fourniture d'équipements aux IMF LOT 4	DIACFA HIGH TECH	Committed	29.359,95	0,00	0,00	29.359,95
21.020100	Food Security	FOOD/2007/144-988	Fourniture d'équipements aux IMF LOT 3	DIACFA	Committed	25.245,56	0,00	0,00	25.245,56
21.020100	Food Security	FOOD/2007/145-867	Augmentation, diversification et commercialisation agricole pour améliorer la sécurité alimentaire des agriculteurs du Passoré	CHRISTIAN AID	Ongoing	1.163.930,00	599.515,00	599.515,00	564.415,00
21.020100	Food Security	FOOD/2007/146-659	Fourniture de matériel informatique au profit des systèmes d'information en sécurité alimentaire	AFRICANET	Ongoing	53.263,00	31.957,58	0,00	21.305,42
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-333	Fourniture d'équipements pour la filière céréalière (LOT 3 - bascules)	VENTEX	Ongoing	69.364,27	41.603,31	0,00	27.760,96
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-347	Fourniture d'équipements pour la filière céréalière (LOT 1 : moulins et égréneuses)	VENTEX	Ongoing	50.414,89	30.248,93	0,00	20.165,96
21.020100	Food Security	FOOD/2007/147-354	Fourniture d'équipements pour la filière céréalière (LOT 2 : ligne de nettoyage)	DATONG ENTREPRISE	Ongoing	41.384,82	0,00	0,00	41.384,82
COFINANCEMENT ONG									
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2000/011-391	Programme Hydro-Agricole de Zoungoungou en appui à l'Union de Gomponsom Province de Passore -Burkina Faso	ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO	Ongoing	302.361,00	284.979,25	0,00	17.381,75
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2001/011-705	Developpement Rural dans le Departement de Meguet - Burkina Faso	WERKHOF E.V.	Ongoing	324.549,00	274.069,00	0,00	50.480,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2001/011-736	Formation Professionnelle et activités agricoles des jeunes des rues de Tampui	S.O.S. LAYETTES ASBL	Ongoing	520.162,00	281.560,00	0,00	238.602,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2001/011-757	Projet de gestion des ressources naturelles - Burkina Faso	STICHTING REFORMATORISCHE HULPAKTIEWOORD EN	Ongoing	625.413,00	562.872,00	213.919,00	62.541,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2001/011-794	Renforcement du Programme d'Education de Base dans la Zone d'intervention de la fondation pour le developpement communautaire (FDC-BF) au Bazega, Burkina Faso	STICHTING REDT DE KINDEREN (NEDERLAND)	Ongoing	986.492,00	982.459,28	94.616,28	4.032,72
	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2003/020-155	Integrated income generation for communities in rural and peri-urban	UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL	Ongoing	367.836,00	331.053,00	0,00	36.783,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2003/020-161	Renforcement du Programme d'Education de Base dans la Zone d'intervention de rue (restauration de rue et transformation de produits locaux) dans la ville de Ouagadougou - Burkina Faso	SOLIDARITE SOCIALISTE-FORMATION, COOPERATION & DEVELOPPEMENT ASBL	Ongoing	285.739,00	257.166,00	39.000,00	28.573,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2003/020-163	Pour une justice en faveur des mineurs en conflit avec la loi. Projet de mise en place d'un centre d'accueil pour mineurs en conflit avec la loi, comme alternative à la detention - Burkina Faso	FONDAZIONE TERRE DES HOMMES ITALIA ONLUS	Ongoing	635.950,00	629.349,23	0,00	6.600,77
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/011-610	Programme sectoriel sahelien pour une meilleure securité alimentaire dans le contexte de la decentralisation	CHRISTIAN AID	Ongoing	4.383.880,00	3.205.891,41	736.550,45	1.177.988,59
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/063-626	Appui à la direction regionale sanitaire de Ouahigouya dans la mise oeuvre de son plan de developpement sanitaire - Burkina Faso	ASSOCIATION PHARMACIENS SANS FRONTIERES COMITE INTERNATIONAL	Ongoing	750.000,00	675.000,00	185.384,00	75.000,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/065-738	Projet de Developpement Intégré de douze villages de Dissin - Burkina Faso	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV	Ongoing	272.174,75	139.658,00	0,00	132.516,75

21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2004/065-750	Projet d'Appui au développement local du village de Dargo - Burkina Faso	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	Ongoing	89.881,00	80.892,90	13.223,72	8.988,10
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/094-617	Projet Participatif de Réduction de la Pauvreté dans les Départements de Tanghin Dassouri et de Komli Ipala, Province du Kadiogo (PPRP-TD/KI), Burkina Faso	HOPE 87 - HUNDREDS OR ORIGINAL PROJECTS FOR EMPLOYMENT, VEREIN ZUR FORDERUNG DER JUGENDBESHCAFTIGUNG	Ongoing	285.638,02	190.660,76	66.413,46	94.977,26
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/094-987	Projet de mise en reseau des productrices et producteurs de Niébé (Haricots) dans le centre-nord du Burkina Faso et amerlioration de leurs conditions de vie	ASSOCIAZIONE INTENAZIONALE VOLONTARI LAICI	Ongoing	513.950,00	311.283,00	151.272,00	202.667,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/095-574	Appui aux enfants de la rue à Ouagadougou au Burkina Faso	SAMU SOCIAL INTERNATIONAL ASSOCIATION	Ongoing	389.876,00	247.115,00	103.774,00	142.761,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/096-785	Donation Globale 2004	ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO	Ongoing	440.470,00	396.249,83	141.997,83	44.220,17
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2005/114-106	Appui au développement des départements de Tikaaré et Rouko, Burkina Faso	ASSOCIATION SOS SAHEL INTERNATIONAL FRANCE	Ongoing	288.900,00	183.888,00	76.122,00	105.012,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/118-630	Promotion du droit à l'Education des enfants en situation de handicap	HANDICAP INTERNATIONAL ASSOCIATION	Ongoing	551.318,00	175.620,00	175.620,00	375.698,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/118-856	Projet de valorisation des potentialités naturelles et d'appui à la production agricole des unions par filière dans les provinces de loba et du Tuy, Burkina Faso	ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO	Ongoing	450.249,00	167.444,00	167.444,00	282.805,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/118-865	Promouvoir l'accès équitables aux filles et aux garçons à l'éducation de base de qualité dans les provinces du Bazéga et du Zoundwéogo, au Burkina Faso	STICHTING REDT DE KINDEREN (NEDERLAND)	Ongoing	750.000,00	161.416,00	161.416,00	588.584,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/118-931	Renforcement et pérennisation du Centre de Laye pour mineurs en conflit avec la loi et extension aux filles mineures détenues et/ou en conflit avec la loi au Burkina Faso	FONDAZIONE TERRE DES HOMMES ITALIA ONLUS	Ongoing	525.000,00	181.986,00	181.986,00	343.014,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/118-988	Développement de la capacité endogène pour l'amélioration de la qualité de la vie et le renforcement de la société civile - Burkina Faso	ASSOCIATION DEVELOPEMENT WORKSHOP FRANCE	Ongoing	299.922,10	96.562,89	96.562,89	203.359,21
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/119-393	Amélioration de couverture en eau et assainissement des écoles et des communautés de 4 départements de la province du Namentenga au Burkina Faso	PLAN INTERNATIONAL UK LIMITED BY GUARANTEE	Ongoing	750.000,00	335.400,00	335.400,00	414.600,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/119-605	"Teng Koglogo" Projet de Renforcement des capacités pour la gestion des Ressources Naturelles	ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY	Ongoing	747.000,00	266.780,00	266.780,00	480.220,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/119-703	Renforcer la bonne gouvernance locale pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement (Burkina Faso)	WATERAID LBG	Ongoing	612.513,00	184.076,00	184.076,00	428.437,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2006/131-714	Donation Globale AIDOS	ASSOCIAZIONE ITALIANA DONNE PER LO SVILUPPO	Ongoing	577.094,00	268.363,00	268.363,00	308.731,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-255	Développement global de l'enfant dans le district de Barsalogo, Burkina Faso	ASSOCIATION ENFANTS ET DEVELOPEMENT	Ongoing	747.162,00	170.915,16	170.915,16	576.246,84
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-275	Eau potable et Assainissement pour un Développement Humain Durable dans les Communes rurales de Mansila et Tankougounadié, au BURKINA FASO.	ASSOCIATION EAU VIVE	Ongoing	748.000,00	243.873,00	243.873,00	504.127,00

21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-365	Projet sécurité alimentaire, eau et hygiène pour Ten-Tiétaa	DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV	Ongoing	643.542,75	252.748,00	252.748,00	390.794,75
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-368	Appui à la production agropastorale durable de la province de la Gnagna	ASSOCIATION SOS SAHEL INTERNATIONAL FRANCE	Ongoing	540.000,00	277.620,00	277.620,00	262.380,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-379	Prévention de la traite, de l'exploitation et de l'extrême vulnérabilité des enfants à travers le renforcement socioéconomique des femmes en charge d'enfants	CROIX-ROUGE DE Belgique	Ongoing	673.149,84	0,00	0,00	673.149,84
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/134-382	Promotion d'une dynamique communautaire pour l'élimination de la Filariose Lymphatique, le contrôle de l'Onchocercose et l'administration de Vitamine A	Helen KELLER International	Ongoing	937.498,88	249.638,70	249.638,70	687.860,18
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/143-481	Interets de retard contrat 118-988	ASSOCIATION DEVELOPEMENT WORKSHOP FRANCE	Ongoing	962,98	962,98	962,98	0,00
21.030100	NGO co-financing (PVD)	ONG-PVD/2007/143-483	Interets de retard contrat 063-626	ASSOCIATION PHARMACIENS SANS FRONTIERES COMITE INTERNATIONAL	Ongoing	9.194,94	9.194,94	9.194,94	0,00
<b>SANTE</b>									
21.050300	HEALTH	SANTE/2001/060-794	B7-6211/2001/0467 - Approche intégrée de lutte contre le VIH/SIDA dans 2 districts urbains du Burkina Faso	UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND	Ongoing	1.337.386,00	1.073.523,00	180.618,00	263.863,00
21.050300	HEALTH	SANTE/2005/078-605	Prévention et prise en charge des IST/VIH/SIDA auprès des femmes vulnérables des villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et PO	MEDICOS DEL MUNDO ESPANA	Ongoing	2.002.500,00	1.245.873,00	556.377,00	756.627,00
21.050300	HEALTH	SANTE/2005/100-641	Projet d'approche solidaire en santé générique	PRINS LEOPOLD INSTITUT VOOR TROPISCHE GENEESKUNDE VZW	Ongoing	1.618.623,00	957.915,00	498.946,00	660.708,00
						<b>59.543.326,83</b>	<b>33.520.484,74</b>	<b>10.431.951,48</b>	<b>26.022.842,09</b>

Annexe B8 - 9ème FED distribution sectorielle      pays: Burkina Faso

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	en euros total cumulatif des engagements 31.12.07
<b>L'AFRIQUE</b>		<b>APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL</b>	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	2.000.000 €
		réformes économiques et institutionnelles	
		Acteurs Non Etatiques	15.090.188 €
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	
		intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	119.500.000 €
	eau et énergie	eau	11.500.000 €
		énergie	
non spécifié			
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	
		agriculture (coton)	10.000.000 €
		sécurité alimentaire	900.000 €
	développement humain	santé	
éducation de base			
éducation non spécifiée			
autres	FCT	FCT	1.790.000 €
	appui à l'ON	appui à l'ON + TCF	4.000.000 €
	non spécifié	culture	3.450.935 €
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	293.336.914 €
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	<b>461.568.037 €</b>
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	412.836.914 €
		deux secteurs les plus importants + ABG	424.336.914 €
		Trois secteurs les plus importants + GBS	434.336.914 €
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	438.336.914 €
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	441.787.849 €
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	1
		secteurs (exclus NSA et ABG)	8



UNION EUROPEENNE

DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE AU BURKINA FASO

## ANNEXE B9 - ETAT DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS SUR LIGNES BUDGETAIRES ET FONDS FED "TOUS ACP" EN 2007

### 1. Facilité Eau "tous ACP"

En juillet 2007 ont été signés trois nouveaux programmes dans le cadre de cette Facilité suite au deuxième appel à proposition lancé dans ce cadre. Voici leurs données de base :

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
United Nations Children's Fund/ Burkina	Approvisionnement en Eau Potable, Assainissement de Base et Hygiène dans les Provinces du Ganzourgou et de la Gnagna, Burkina Faso. Projet de (i) réalisation d'infrastructures hydrauliques (Réalisation de 72 nouveaux points d'eau et réhabilitation de 178 points d'eau) et d'assainissement (réalisation de 3000 latrines familiales et 200 latrines VIP) ; (ii) éducation à l'hygiène ; (iii) renforcement des capacités des acteurs locaux.	Août 2007- Juillet 2010	1 773 426 € (2 533 466 )
Institut International d'Ingénierie de l'Eau de l'Environnement (2iE)	Renforcement des Capacités des Collectivités, de la Société Civile, des Secteurs Privé et Public dans les pays d'Afrique sub-Saharienne. Projet de renforcement des capacités de (i) 320 acteurs des Collectivités, du secteur privé et de la société civile dans la gestion décentralisée des services d'eau potable et d'assainissement ; (ii) de 120 acteurs des agences de bassin, des services techniques centraux et déconcentrés, des entreprises et de la société civile en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ; (iii) au moins 75 professionnels des métiers de l'eau et de l'environnement.	Juin 2007 – Mai 2010	1 987 500 € (2 650 000 )
WaterAid	Un meilleur accès à l'eau potable et l'assainissement dans la province des Bales (Burkina Faso) à travers la bonne gouvernance locale. Projet de (i) réalisation de 160 points d'eau, de 5 500 latrines familiales et 60 latrines scolaires ; (ii) renforcement des capacités des élus locaux et bénéficiaires (iii) éducation à l'hygiène.	Juin 2007 – Mai 2010	2 067 560 € (2 756 746 )

Globalement, la Commission européenne a donc alloué quelque 5 828 486 euros (3 823 236 191 F CFA) additionnels au secteur de l'eau/assainissement au travers de cette Facilité au Burkina Faso en 2007.

Pour rappel, dans le cadre du premier appel à propositions de la Facilité Eau, 5 projets avaient déjà été financés en 2006, pour un montant total de 3 575 558 euros (2 345 412 299 F CFA).

Adresse postale : 01 B.P. 352 OUAGADOUGOU 01

Téléphone : (226) 50 49.29.00 - Fax : (226) 50 49.29.99 - E-mail : [delegation-burkina-faso@ec.europa.eu](mailto:delegation-burkina-faso@ec.europa.eu)

## 2. Ligne budgétaire "Sécurité alimentaire"

Suite à un appel à propositions lancé début mars 2007 (pour un montant total de 4 millions disponibles) et à une séance d'information/formation à laquelle la Direction de Suivi des ONG a participé, nous avons reçu 41 propositions de projets, et au bout du processus de sélection<sup>1</sup>, avons pu sélectionner 3 projets pour un montant total de 3 985 294 euros.

En fin d'année, nous avons pu bénéficier d'un reliquat non-attribué provenant d'un autre pays, ce qui nous a permis de financer un projet supplémentaire, à hauteur de 1 056 797,50 euros.

Au total, ce sont donc 5 042 227,5 euros, soit 3 307 484 424 F CFA qui auront été alloués, en plus du Programme Indicatif National, par la Commission européenne à la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Les données de base de ces projets sont les suivantes :

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
Eau Vive	"Projet de Nutrition Communautaire et Sécurité Alimentaire Durables des provinces de l'Oudalan, Séno, Soum et Yagha de la région du Sahel". Son objectif est d'améliorer de façon durable la situation nutritionnelle des populations pauvres et vulnérables de la zone soit environ 200000 personnes.	Janvier 2008 – Décembre 2010	1 382 000 € (1 541 577)
GRET	"Nutrifaso communautaire –ensemble des communes et des villages de la Gnagna". Il vise à améliorer durablement les pratiques d'alimentation, d'hygiène et de santé des groupes pauvres et vulnérables en mobilisant et en renforçant les capacités des communautés, des services de santé et d'éducation, ainsi qu'en valorisant le rôle des femmes dans les processus de développement.	Février 2008 – juillet 2011	1 439 500 € (1 599 913)
CHRISTIAN AID	"Augmentation, diversification et commercialisation agricole pour améliorer la sécurité alimentaire des agriculteurs du Passoré". Il vise la sécurité alimentaire par l'augmentation des revenus à travers la production maraîchère et céréalière au profit de 88023 personnes.	Avril 2008 à octobre 2011	1 163 930 € (1 573 930)
AFRIQUE VERTE ASSOCIATION	"Améliorer la sécurité alimentaire au Burkina par le renforcement des capacités des acteurs céréaliers". La zone d'intervention couvre 48 communes de 19 provinces de Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Centre-Nord, Est, Hauts-Bassins et Centre. Il vise à développer durablement les capacités des acteurs et renforcer leurs stratégies pour qu'ils valorisent les potentialités locales, en particulier au niveau du stockage et de la commercialisation des céréales brutes ou transformées de qualité au profit de 690000 personnes à travers 166 organisations paysannes et 45 unités de transformation artisanale de céréales.	janvier 2008 à décembre 2011	1 056 797,50 € (1 174 219,50)

<sup>1</sup> Pour lequel la DG Coop était représentée en tant qu'observateur.

### 3. Ligne budgétaire "Fertilisation des sols"

Il s'agit en fait d'un Programme intitulé "Amélioration de la Sécurité Alimentaire via la fertilité des Sols" qui avait été initialement proposé pour trois pays, mais qui a finalement été dirigé vers le seul Burkina Faso. Le montant disponible était de 10 millions d'euros.

Là aussi, nous avons lancé un appel à proposition, et avons pu bénéficier de la présence de la DS-ONG à la séance d'information/formation. Nous avons reçu 32 propositions, dont au final six projets ont été contractualisés pour un montant total de 7 334 483,5 euros (soit 4 811 105 826 F CFA). L'enveloppe n'a pu être engagée dans sa totalité, du fait de difficultés au niveau de l'éligibilité (notamment financière) des demandeurs et de la qualité intrinsèque des propositions.

Les caractéristiques des projets retenus sont les suivantes :

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
STICHTING INTERKERKELIJKE ORGANISATIE VOOR ONTWIKKELINGSSAM ENWERKINGICCO (ICCO)	Projet d'Amélioration de la fertilité des sols dans les exploitations biologiques de la zone cotonnière du Burkina Faso (régions des : Cascades, Hauts Bassins, Sud-Ouest, Centre-Sud, Centre-Est, Est). Les bénéficiaires directs sont estimés à 5000 ménages et le groupe cible comprend 5.000 exploitants, 150 paysans relais et 85 Groupements de producteurs de coton biologique. Les principales activités sont d'appuyer en techniques appropriées d'amélioration et gestion de la fertilité notamment auprès d'exploitations de coton biologique ; de favoriser les échanges au niveau national et sous-régional entre les acteurs.	Janvier 2008 à décembre 2011	1 053 697,06 € (1 210 728,54)
CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EPIC (CIRAD)	Projet Partenariat et innovations agropastorales pour relever la fertilité des sols (projet fertipartenaires) des zones peuplées de l'Ouest du Burkina Faso- province du Tuy. Son objectif est de mettre en œuvre des innovations agropastorales contribuant à l'amélioration de la viabilité et à la durabilité des exploitations à travers des partenariats avec 7 Unions des producteurs de coton. Les principales activités sont de mener la gouvernance du partenariat et études d'impact des innovations agropastorales ; former les producteurs aux nouvelles techniques agropastorales, à la gestion agropastorale de la fertilité ; élaborer des systèmes de cultures productifs et durables.	Janvier 2008 à décembre 2011	1 318 438,49 € (1 464 931,65)
DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV	Projet d'appui à la sécurité alimentaire par la fertilité des sols dans les régions du Centre Nord et du Plateau Central au Burkina Faso (PASAF). Il vise l'augmentation durable de la productivité agricole de leur exploitation par des mesures de CES de DRS et de fertilisation des terres agricoles au profit d'environ 725.000 personnes. Les principales activités sont le renforcement des capacités des producteurs ; l'appui à l'équipement des producteurs pour les actions de DRS/CES ; l'appui à la création de cadres d'échanges et l'accompagnement technique.	Janvier 2008 à juin 2011	1 799 874 € (1 999 860)

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (CREPA)	Projet d'amélioration de la fertilité des sols dans 30 villages de Kouritenga. Il vise à réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté des populations de la province du Kourittenga et des autres provinces du Burkina Faso à travers l'amélioration de la fertilité des sols par l'utilisation des excréta humains en combinaison aux techniques de Conservation des eaux et des sols. La principale activité est d'accompagner à la mise en place des dispositifs de collecte d'hygiénisation et de valorisation des excréta humains sur base de techniques et d'ouvrages ECOSAN.	Janvier 2008 à juin 2010	1 353 174 € (1 488 491,4)
ASSOCIATION SOS SAHEL INTERNATIONAL FRANCE	Projet d'amélioration durable de la sécurité alimentaire par la fertilisation des sols dans la province du Nayala. Il vise à améliorer la fertilité des sols par la pratique de techniques améliorées de conservation des eaux et des sols et de fertilisation des sols dans les 111 villages et 70 000 producteurs de 10139 ménages ruraux pauvres. Les activités principales sont de renforcer les capacités techniques et matérielles des producteurs et de leur fédération ; de réaliser des sites anti-érosifs, des fosses fumières, de faire de l'Agroforesterie et la culture fourragère.	Janvier 2008 à décembre 2011	1 059 300 € (1 177 000)
CILSS	Initiative « capitalisation des actions d'amélioration durable de la fertilité des sols (FERSOL) au Burkina Faso » - Il couvre tout le territoire national et vise à capitaliser les expériences de gestion durable de la fertilité des sols afin de concevoir des outils d'aide à la décision simples pour l'action et l'investissement. Le groupe cible comprend les acteurs étatiques et non étatiques des domaines de l'agriculture et de l'environnement. Les principales activités sont de constituer un inventaire national des actions entreprises ces 25 dernières années ; capitaliser les expériences au niveau global et thématiques ; mettre sur pied une interface graphique pour l'aide à la décision et ; partager les résultats.	Janvier 2008 à décembre 2012	750 000 € (834 378,51)

#### 4. Ligne budgétaire "Cofinancement ONG"

Comme chaque année, un appel à propositions "tous pays" est lancé par le Siège, pour un montant total en 2007 d'environ 176 millions d'euros. L'avis de la Délégation est demandé sur les propositions éligibles retenues concernant le Burkina Faso. Cette année, 6 projets ont été sélectionnés, pour un montant total de 4 540 077 euros (2 978 095 046 F CFA).

Les caractéristiques des projets retenus sont les suivantes :

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
Eau Vive	Eau potable et Assainissement pour un Développement Humain Durable dans les Communes rurales de Mansila et Tankougounadié, au Burkina Faso. Projet de (i) réalisation 20 points d'eau, 8 puits à grand diamètre, 100 latrines familiales ; (ii) renforcement des capacités des élus locaux et bénéficiaires (iii) éducation à l'hygiène ; (iv) alphabétisation de 300 acteurs locaux ; (v) construction de 5 banques de céréales.	Novembre 2007 – Octobre 2010	998 723 € (998 723 €)
DEUTSCHE WELTHUNG ERHILFE EV	Projet Sécurité alimentaire, eau et hygiène pour Ten Tiètaa, province du Ioba. Il vise à améliorer de manière durable les conditions de vie des populations rurales des ménages des communes de Dissin et Ouessa (47 628 habitants). Les principales activités sont la formation en techniques DRS CES ; l'équipement des producteurs et productrices ; Récupération de terres dégradées (600ha) ; Reboisement (35000 arbres) ; Réalisation et réhabilitation de forages ; l'appui conseil aux membres de l'Union des groupements Ten Tiètaa.	Janvier 2008 à décembre 2010	643 542,75 € (858 057,00)
SOS Sahel International France	Appui à la production agropastorale durable de la province de la Gnagna. Il vise à accroître durablement le niveau de la production agricole et pastorale des bénéficiaires (307 372 habitants). Le groupe cible comprend 8200 personnes dont 7800 femmes de 190 groupements. Les principales activités sont le renforcement des capacités institutionnelles et de production ; la gestion durable des espaces agropastoraux ; l'appui à la commercialisation.	Janvier 2008 à décembre 2010	540 000 € (720 000)
Enfants et Développement	"Développement global de l'enfant dans le district sanitaire de Barsalougho au Burkina Faso". Résultats escomptés: - Les villageois et en particulier les femmes et les enfants ont accès à un système de santé communautaire opérationnel. - Le cadre scolaire est amélioré et prend en compte les droits et besoins essentiels des enfants. - Les connaissances et les pratiques des enfants et des acteurs qui en sont responsables ont évolué dans un sens favorable au développement global de l'enfant. - Les communautés villageoises sont activement impliquées dans l'amélioration de l'environnement éducatif et sanitaire de l'enfant.	Du 01/03/2008 au 01/03/2013	747 162 € (1 147 714,49)

Hellen Keller International	Promotion d'une dynamique communautaire pour l'élimination de la filariose lymphatique, le contrôle de l'onchocercose et l'administration de la vitamine A dans les Régions du Centre-est (districts sanitaires de Koupéla, Tenkodogo, Ouargaye et Zabré) et du Sud-Ouest (districts sanitaires de Dano, Diébougou, Gaoua et Batié).	Du 01/01/2008 au 01/01/2012	937 498,88 € (1249 998,51)
Croix-Rouge Belgique	"Prévention de la traite, de l'exploitation et de l'extrême vulnérabilité des enfants à travers le renforcement socioéconomique des femmes en charge d'enfants" (Boulgou, Boulkiemdé, Kadiogo, Kourritenga, et Sanmatenga).  Projet visant à contribuer à la réduction de l'extrême vulnérabilité des enfants, en prévenant la déscolarisation et l'exode dans les villages. Le projet fournira un appui aux 400 groupements des femmes, des mères pauvres de 200 villages issus des 5 provinces ciblées. Il initiera des actions, telles un appui familial aux activités rémunératrices de revenu et l'apprentissage d'enfants, qui permettront à ces mères d'atteindre un niveau d'autonomie et de sécurité économique suffisant pour assurer leur responsabilité paternelle et éducative.	1 janvier 2008 – 31 décembre 2011	673 150 € (897 533)

## 5. Facilité Energie "tous ACP"

A l'instar de la Facilité Eau, un appel à proposition "tous ACP" a été lancé, dont le processus arrive à son terme début 2008. Dans ce cadre, 5 projets bénéficieront directement ou dans un cadre régional au Burkina Faso, pour un montant total de 4 993 342 euros, soit 3 275 417 638 F CFA. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
Dagris	"Développement d'un marché de combustibles alternatifs autour d'une usine de production cotonnière au Burkina Faso" : développement autour de l'usine cotonnière de Fada N'Gourma en zone SOCOMA d'une filière industrielle de carbonisation des résidus non utilisés du coton (tiges de cotonniers et déchets d'égrenage) en charbon domestique	Janvier 2008 – Juillet 2009	323 665 € (692 479)
Nuon N.V.	"Energie solaire pour des conditions de vie améliorées au Burkina Faso" : le projet vise à permettre à 3000 ménages et petites entreprises du le Kenedougou de bénéficier de l'électricité de façon durable (au moyen de kits solaires) grâce à la mise en place d'un réseau de "boutiques solaires" fonctionnant sur le mode de "paiement pour le service"	23 décembre 2007-22 décembre 2011	2 153 850 € (3 340 242 )
2iE	"Renforcement des capacités des collectivités, de la société civile, des secteurs privé et public dans les pays membres de la CEDEAO dans le domaine de l'énergie" : renforcement des capacités de 160 agents des collectivités locales et 80 décideurs (Bénin, Burkina Faso, Ghana et Mali), et création d'un master d'ingénierie de l'Energie.	24 novembre 2007 – 23 novembre 2010	865 827 € (1 154 436 )
UEMOA <sup>2</sup> (sous réserve)	« Déployer les systèmes d'information énergétiques (SIE) nationaux au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali », ayant pour objectifs de renforcer les capacités des ministères chargés de l'énergie par le développement et la gestion des SIE nationaux comme outils d'aide à la décision et de préciser et quantifier les objectifs de la Politique Énergétique Commune de l'UEMOA sur base des SIE nationaux consolidés afin de tirer tous les bénéfices des synergies et complémentarités entre pays.	Mars 2008 – Mars 2011	900 000 € (1 800 000 €)
WAPP <sup>3</sup>	"Fourniture d'électricité transfrontalière aux communautés rurales du Burkina Faso (en provenance du Ghana) : interconnexion électrique moyenne tension entre le Ghana les villes Bittou, Cinkanse et Hamele, permettant à quelque 32000 personnes de bénéficier de l'électricité.	1 <sup>er</sup> Janvier 2008 – 30 mars 2009	750 000 € (2 586 167 €)

<sup>2</sup> Ce projet est à un stade avancé de négociation. Il ne sera, le cas échéant, cependant signé qu'en fin février 2008.

<sup>3</sup> Le WAPP étant basé à Cotonou, ce projet a été engagé par la Délégation au Bénin.

## 6. Direction Générale des Affaires humanitaires de la CE – ECHO (budget)

Dans le cadre de son Plan Global Sahel (mai 2007-décembre 2008 : 15 mEUROs), la Direction-Générale des Affaires Humanitaires de la Commission européenne, ECHO, soutient à ce stade 4 projets au Burkina Faso, dans le domaine de la nutrition, pour un montant total de 5 197 834 euros.

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
Croix-Rouge de Belgique	"Projet de réduction de la mortalité infantile et de la malnutrition par l'auto-contrôle communautaire et le renforcement de la synergie entre les communautés et les services de santé" (180 villages dans les régions du Nord (provinces de Yantenga et Lorum), du Sahel (provinces de Seno, Oudalan et Yagha) et du Sud-Ouest (provinces de Ioba, Bougouriba, Poni, Noumbiel). Dépistage des enfants malnutris; organisation du suivi des femmes enceintes et allaitantes; promotion de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à six mois; organisation des déparasitages et supplémentation en vitamine A, installation des cuisines et du dispositif alimentaire communautaire, et enfin formation des personnels et des volontaires.	25 juin 2007 – 25 décembre 2008	1 374 663 € (1 374 663)
TdH Italie (et HKI)	"Projet de réduction de la malnutrition aigue et de la mortalité des enfants de moins de 5 ans et des femmes allaitantes et enceintes dans les districts de Tougan et Sèguènèga, Gayeri et Fada": amélioration de l'accès aux services de santé maternelle et infantile et renforcement des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition aux femmes enceintes et allaitantes ainsi qu'aux enfants de 0-59 mois .	Septembre 2007-Janvier 2009	1 673 171 € (1 673 171)
UNICEF	"Projet de traitement et prévention de la malnutrition aigue pour le développement et la survie de l'enfant au Burkina Faso" : contribuer au renforcement des capacités nationales de prévention et prise en charge de la malnutrition aigue à travers les structures sanitaires et l'approche communautaire dans les 5 régions prioritaires définies pendant la mission conjointe de septembre 2006 (Sahel, Nord, Centre Nord, Sud Ouest et l'Est).	Octobre 2007 – janvier 2009	1 150 000 € (1 150 000)
PAM	"Projet de réduction de l'augmentation de la sous nutrition dans les régions d'insécurité alimentaire au Burkina Faso" : améliorer la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des groupes les plus vulnérables dans les 5 régions prioritaires définies pendant la mission conjointe de septembre 2006.	Mai 2007-mai 2008	1 000 000 € (1 150 000)

En outre, afin de contrer la multiplication importante de cas de méningites enregistrée en début d'année 2007, ECHO a également financé un projet visant à la vaccination de près de 3 millions de personnes.

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
OMS	"Alert and response operations: Meningococcal disease outbreak BURKINA FASO" : achat de matériel d'injection + PFI, le monitoring, et les coûts de support du programme. Bénéficiaires : 2 712 052 personnes dans 13 districts affectés au Burkina Faso (Koupela, Pama, Paul VI, Pissy, Kossodo, Secteur 30, Tenkodogo, Zorgho, Leo, Yako, Reo, Sapouy, Gayeri).	14 mars 2007 – 13 juin 2007	364 760 € (2 045 584)

Enfin, suite aux inondations qui ont marqué l'hivernage 2007, ECHO a financé deux actions supplémentaires, en procédure d'urgence<sup>4</sup>, afin de pouvoir apporter un soutien aux populations affectées. Ce sont les projets suivants

Bénéficiaire	Titre et résumé (incluant localisation)	Période	Contrib. CE (montant total)
Croix-Rouge Espagnole	"Contribution à l'amélioration des conditions de vie de la population plus vulnérable touchée par les inondations dans les régions de Bama, de Banh et de Douna au Burkina Faso": appui à la reconstruction des habitations pour 300 ménages et réduction des risques (sensibilisation, formation de volontaires, système d'alerte précoce et plan d'évacuation)	10 novembre 2007- 9 mars 2008	210 000 € (210 000)
Intermon (Oxfam – Espagne)	"Réduction de risques liés à l'eau, assainissement et hygiène dans les zones inondées en août 2007 des régions Nord-Ouest, Hauts-Bassins et Cascades au Burkina Faso" : mise à disposition de sources sécurisées en eau potable pour 4129 personnes déplacées dans les sites ainsi que pour le reste des bénéficiaires des zones ciblées.	12 octobre 2007 – 11 mars 2008	350 000 € (390 000)

Le montant total des financements apportés par ECHO au Burkina Faso en 2007, dans le cadre de son Plan Global Sahel, ou pour faire face à des situations d'urgence, s'élève donc à 6 122 594 euros, soit 4 0161 583 92 F CFA.

<sup>4</sup> Ce qui permet une éligibilité des dépenses au 12 septembre 2007 pour chacune de ces interventions.



EUROPEAID  
CO-OPERATION OFFICE

## BURKINA FASO

# SUMMARY of EDF FORECASTS 2008 - 2009

	FORECASTS 2008										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	0	0	0	0	0	325.000.000	325.000.000	0	0	325.000.000	325.000.000
New Individual Commitments	5.263.037	4.047.799	1.095.032	120.207	4.595.315	8.577.227	5.108.202	2.494.735	974.290	6.355.570	10.950.884
Payments	53.232.505	40.941.089	11.075.597	1.215.819	46.478.888	47.715.957	28.417.430	13.878.458	5.420.069	35.356.659	81.835.547
Decommitments	463.710					930.256					1.393.966
Decommitments to recommit	755.199					0					755.199
Reduction of Old RAL	9.682.300	5.891.513	2.695.293	1.095.494	7.239.160	7.570.674	5.533.783	1.617.691	419.200	6.342.629	13.581.788

	FORECASTS 2009										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	0	0	0	0	0	75.000.000	50.000.000	25.000.000	0	62.500.000	62.500.000
New Individual Commitments	323.506.000	287.242.488	14.357.292	21.906.221	294.421.133	274.500	142.450	116.451	15.599	200.676	294.621.809
Payments	61.341.368	54.465.287	2.722.348	4.153.733	55.826.461	4.223.386	2.191.705	1.791.681	240.000	3.087.546	58.914.007

RAL	SITUATION on 01/01/2008		SITUATION on 31/12/2008	
	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	647.521.477	302.755.678	972.521.477	302.755.678
RAC	31.803.509	5.097.930	346.607.824	-3.391.775
RAP	104.830.412	19.037.153	31.796.586	13.945.070
RAL	136.633.922	24.135.083	378.404.410	10.553.295
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT.	21%	8%	39%	3%
Nbr of years to absorb RAL	2		5	

	Amount	Nbr
Ceiling increase riders	0	0
Extension Date		1
Réaménagement budgétaire		2
Modification DTA		0
Total number of projects		3

En euros

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN	SECTEURS	PARTENARIATS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU PLAN D'ACTION DE LISBONNE	engagements programmés sur le PIN pour le 10ème FED	
Droits de l'homme et gouvernance	Gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	Gouvernance	Partenariats pour 2. Gouvernance Démocratique et les Droits de l' Homme 7. Migration, Mobilité et Emploi	40.000.000 €	
		Réformes économiques et institutionnelles		10.000.000 €	
		Acteurs Non Etatiques			
Paix et sécurité	Prévention des conflits et de la fragilité des états	Prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Partenariat sur 1. La paix et la sécurité		
Croissement économique, intégration régionale et le commerce	Commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	Partenariat sur 3. le Commerce (et l'intégration Régionale)	11.000.000 €	
		Intégration économique régionale	3. (le Commerce) et l'intégration Régionale		
		Développement du secteur privé			
	Infrastructures, communication et transport	Infrastructures, communication et transport	8. Partenariat pour Science, société de l'information, l'espace transports	85.000.000 €	
	Eau et énergie	Eau		50.000.000 €	
		Energie	5. Partenariat pour l'Energie	5.000.000 €	
Divers					
Investir dans les personnes	Cohésion sociale et emploi	Cohésion sociale en emploi	6. Partenariat sur le changement climatique		
	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	Environnement et gestion durable des ressources naturelles			
	Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural, aménagement du territoire			
		Agriculture			
		Sécurité alimentaire			
	Développement humain	Santé			
Education de base					
Education non spécifiée					
Autres	FCT	FCT		2.000.000 €	
	Soutien à l'ON	Soutien à l'ON		2.000.000 €	
	non spécifié	non spécifié		4.000.000 €	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	4. Partenariat sur les OMD	320.000.000 €	
TOTAL	TOTAL	TOTAL		529.000.000 €	

## Annexe D1 – Questionnaire sur l'efficacité de l'aide

<b>1. EU Target No 1</b>		
Channel 50% of government-to-government assistance through country systems, including by increasing the percentage of our assistance provided through budget support or SWAP arrangements		
<b>2. Introduction</b>		
The aim is to collect information that allows us to measure this target. The information that is needed is both the total amount of ODA provided, as well as the extent to which country systems are used in providing this ODA. For these purposes the country systems are defined as covering four main areas: (i) national budget execution procedures; (ii) national financial reporting procedures; (iii) national auditing procedures; and (iv) national procurement systems. By treating each of these four areas as having a 25% weight and dividing by the total amount of ODA provided the information required can be calculated (hence the division by four – see part 4 below). In all cases the necessary information can be collected using the same definitions as those in the OECD/DAC "Definitions and Guidance" (see attached page which includes an extract of definitions relevant to this indicator)		
<b>3. Questions and definitions</b>		
Question	Definition – OECD Ref	Response EUR
How much ODA did you disburse at country level for the government sector in FY 2007 (EUR)?	Qd2	130 202 242
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national budget execution procedures (EUR)?	Qd5	49 821 429
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national financial reporting procedures (EUR)?	Qd6	49 821 429
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national auditing procedures (EUR)?	Qd7	49 821 429
How much ODA disbursed for the government sector in FY 2007 used national procurement procedures (EUR)?	Qd9	49 821 429
<b>4. Definition of Indicator</b>		
$\frac{[(Qd5 + Qd6 + Qd7 + Qd9) \div 4]}{[Qd2]}$ (please calculate and enter as response %)		Response : 38.3%
<b>5. Additional information</b>		
Are there any significant initiatives in your country to promote the use of country systems? If so provide a list and a short description. If not, highlight the constraints to use of country systems (use additional space as needed)		
<i>Le Gouvernement a adopté en septembre 2007 un Plan d'actions national sur l'efficacité de l'aide couvrant la période 2007-2010 élaboré en collaboration avec tous les partenaires qui ont souscrit à la Déclaration de Paris et localement représentés. Ce plan propose que les donateurs fassent évoluer le recours aux systèmes nationaux de gestion des finances publiques (de 45% en 2005 à 63% en 2010) et aux systèmes nationaux des marchés publics (de 60% en 2005 à 90% en 2010). Le plan comporte des actions à entreprendre pour rendre plus fiables les systèmes nationaux, et qui sont en général</i>		

*contenues dans la stratégie de renforcement des finances publiques adoptée par le Gouvernement en février 2007. Différents bailleurs de fonds dont la CE se sont engagés dans un processus de passage progressif de l'aide projet vers davantage d'appuis budgétaires généraux ou sectoriels. Les bailleurs de fonds ont souscrit à une lettre d'intention pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action dans laquelle, ils "s'engagent à utiliser autant que possible les systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation des marchés publics. Lorsque cela est possible, la part de l'aide délivrée sous forme budgétaire sera accrue".*

## Definitions from "Definitions and Guidance" OECD/DAC

[www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc](http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc)

ODA	<p>Official Development Assistance (ODA) includes all transactions as defined in OECD-DAC Statistical Directives para. 32 (see appendix), including official transactions that:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Are administered with the promotion of the economic development and welfare of developing countries as its main objective; and</li> <li>▪ are concessional in character and convey a grant element of at least 25%.</li> </ul>
Disbursements	<p>A disbursement is the placement of resources at the disposal of a recipient country or agency (see OECD-DAC Statistical Directives para. 15-18). Resources provided in kind should only be included when the value of the resources have been monetised in an agreement or in a document communicated to government. In order to avoid double counting in cases where one donor disburses ODA funds on behalf of another, it is the donor who makes the final disbursement to the government who should report on these funds.</p>
Government sector	<p>Administrations (ministries, departments, agencies or municipalities) authorised to receive revenue or undertake expenditures on behalf of central government.</p>
Disbursements for the government sector	<p>This category includes the disbursement of ODA in the context of an agreement with the government sector (see definition above), including works, goods or services delegated or subcontracted by government to other entities (e.g. NGOs, private companies).</p>
Use of national budget execution procedures (Q <sup>d5</sup> )	<p>Donors use national budget execution procedures when the funds they provide are managed according to the national budgeting procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. This means that programmes supported by donors are subject to normal country budgetary execution procedures namely procedures for authorisation, approval and payment.</p>
Use of national financial reporting procedures (Q <sup>d6</sup> )	<p>Legislative frameworks normally provide for specific types of financial reports to be produced as well as for the periodicity of such reporting. The use of national financial reporting means that donors do not make additional requirements on governments for financial reporting. In particular they do <u>NOT</u> require:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ The production of additional financial reports.</li> <li>▪ Periodicities for reporting that are different from government's normal reporting cycle.</li> <li>▪ Formats for reporting that do not use government's existing chart of accounts.</li> </ul>
Use of national auditing procedures (Q <sup>d7</sup> )	<p>Donors rely on the audit opinions, issued by the country's supreme audit institution, on the government's normal financial reports/statements as defined above. The use of national auditing procedures means that donors do not make additional requirements on governments for auditing.</p>
Use of national procurement procedures	<p>Donors use national procurement procedures when the funds they provide for the implementation of projects and programmes are managed according to the national procurement procedures as they were established in the general legislation and implemented by government. The use of national procurement procedures means that donors do not make additional, or special, requirements on governments for the procurement of works, goods and services. (Where weaknesses in national procurement systems have been identified, donors may work with partner countries in order to improve the efficiency, economy, and transparency of their implementation).</p>

<b>1. EU target 2</b>		
Provide all capacity building assistance through coordinated programmes with an increasing use of multi-donor arrangements <sup>1</sup>		
<b>2. Introduction</b>		
<p>EU target 2 aims to measure progress in aligning and coordinating support for capacity development. It's closely linked with indicator 4 of the Paris Declaration. Therefore, the term "capacity building" used in the EU target is interpreted as "technical cooperation". This use of the DAC definitions allows consistency with the DAC monitoring of the Paris Declaration.</p> <p>The term "coordinated" also refers to the DAC definition which covers the following principles: ownership of TC by partner countries, alignment of TC with countries/local strategies and objectives and, where more than one donor is involved, harmonisation of TC among donors.</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definitions given in the OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria on this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
<b>3. Questions and definitions</b>		
1	How much technical cooperation did you disburse in 2007 (Total TC in EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d3</sup></i>	Euro 2 815 370
2	How much technical cooperation did you disburse through co-ordinated programmes in support of capacity development in 2007 (EUR)? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d4</sup></i>	Euro 152 038
<b>4. Definition of Indicator</b>		
3	<i>Q<sup>d4</sup> / Q<sup>d3</sup> (please calculate this and enter in the next column as %)</i>	5.4 %

<sup>1</sup> Despite the different wording the target is interpreted to correspond to Paris Declaration indicator 4. Please pay particular attention to the definition for the question Q<sup>d4</sup>.

## 5 Additional Information

4

### Qualitative information<sup>2</sup> :

Are there any significant initiatives to promote coordinated technical cooperation in your country?

If so, please provide a short description. And indicate whether they are linked to the Code of Conduct / Division of Labour process or any other "EU initiatives"

If not, highlight key constraints delaying joint work on TC and capacity development.

Please note any other comments you have on these issues

*Le plan d'actions national sur l'efficacité de l'aide 2007-2010 comporte des actions pour renforcer le développement des capacités par un soutien coordonné qui devrait passer de 3% en 2005 à 50% en 2010. Le développement d'un programme coordonné de renforcement des capacités par secteur est l'objectif majeur poursuivi dans ce domaine, mais qui peine à se concrétiser.*

---

<sup>2</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

<b>1. EU target 3</b>		
Avoid establishment of new project implementation units (PIUs).		
<b>2. Introduction</b>		
<p>EU target 3 aims to assess progress towards strengthening local capacity by tracking the number of PIUs put in place to manage projects and programmes. It is linked to indicator 6 of the Paris Declaration. This target is interpreted as "avoiding the establishment of new parallel PIUs"</p> <p>To avoid confusion, we strongly advise that you use the definition of parallel PIUs given in OECD guidance, by clicking on the link <a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>. DAC criteria for this indicator are being updated to make them easier to use and in January the final version to be used for monitoring the indicators in 2008 will be available on this site.</p> <p>Finally please note that a separate AIDCO initiative on EU target 2, related to preparing a strategy for achieving the target, is ongoing in 46 Delegations. Through this EAMR however, we hope to capture information from all delegations. Questions 1 and 2 below seek quantitative information on technical cooperation. Section 4 seeks qualitative information from delegations not participating in the survey launched by AIDCO (46 Delegations contacted) and provides the opportunity to share your experience and views.</p>		
<b>3. Questions and Definitions</b>		
1	How many parallel project implementation units funded by EC were in operation in December 2007? <i>OECD question reference in the Paris survey : Q<sup>d</sup>10</i>	0
2	Out of these, how many <u>new</u> parallel project implementation units were established during 2007?	0

4. Additional Information	
3	<p><b>Qualitative information<sup>3</sup>:</b></p> <p>Are there any significant initiatives to avoid the establishment of parallel PIUs in your country?</p> <p>What in your opinion should be done to increase domestic ownership and quality of project implementation arrangements?</p> <p>If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints.</p> <p>Please note any other comments you have on these issues</p> <p><i>Dans le cadre du Plan d'actions national sur l'efficacité de l'aide 2007-2010, il est prévu de réduire le nombre d'unités parallèles de mise en œuvre des projets qui passerait de 131 en 2005 à 44 à l'horizon 2010. En ce qui concerne la DCE Burkina Faso, l'aide projet représente actuellement environ 50% de l'aide globale au Burkina Faso, proportion qui sera révisée à environ 25-30% dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED. Par ailleurs, par rapport à la nouvelle définition de l'UEP parallèle, toutes les UEP de la DCE (au nombre de 7 actuellement) peuvent être qualifiées d'intégrées: en général seul le critère 4 (relatif au barème de rémunération des agents locaux supérieur à celui de la fonction publique), n'est pas rempli.</i></p>

1. EU Target No 4
Reduce the number of uncoordinated missions by 50%.
2. Introduction
<p>The aim is to collect data on the number of uncoordinated EC Missions to your country. The information needed is (a) the total number of EC Missions to your country and (b) how many of these were coordinated.</p> <p>The Paris Declaration <b>objectives</b> underlying the related indicator of progress for coordinated missions are: "In planning their missions to the field<sup>4</sup> it is important that donors: Conduct <b>fewer missions, coordinate timing of missions</b> with partner authorities and, where necessary, with other donors, <i>conduct more joint missions, avoid conducting missions during "mission free periods"</i><sup>5</sup>.</p> <p>Coordinated mission <b>is a mission undertaken by 2 or more donors jointly, or by one donor on behalf of another.</b> In practice, the following 3 questions help to clarify what is meant by a mission:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Does the mission involve international travel to a beneficiary country? i.e. <b>this concerns only missions from HQ, not missions undertaken within the country by the Delegation.</b></li> <li>2. Does the mission involve a request to meet with government officials, including local government?</li> <li>3. Is this mission undertaken by 2 or more donors jointly? Or is it done by an HQ service also on behalf of another donor?</li> </ol> <p>The Definitions and Guidance of the OECD (<a href="http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc">www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc</a>) requires that missions undertaken by consultants contracted by AIDCO (or other DG's), if they meet the 3 above questions, must also be included.</p>

<sup>3</sup> These questions are taken from the survey on " Developing an EuropeAid Strategy on TC and PIU" sent to delegations which are members of the Aid Effectiveness Network. **They need to be answered by delegations who are not participating in this survey.**

<sup>4</sup> 'Field' refers to the country in general including missions to the capital only.

<sup>5</sup> The target set for 2010 for indicator 10 a) is to have 40% of donor missions to the field as joint.

3. Questions and definitions			
OECD	ref: Q <sup>d</sup> 15	How many <b>HQ missions</b> to the field were undertaken in FY 2007? <sup>6</sup>	05
	Q <sup>d</sup> 16	How many of these were coordinated?	01
Please provide a breakdown of missions the Commission and its services have undertaken to your country in FY 2007 in the table below:			
Missions by:		Coordinated	Uncoordinated
Members of Commission			
AIDCO			01
DEV (M. Patrick Spirlet)			01
RELEX			
TRADE			
ECHO (Dakar)			01
FISH			
OTHER DGs			
Consultants contracted by the Commission			01
Mission de monitoring (ROM)			01
<b>Total</b>			<b>04</b>

4. Definition of Indicator		
Q <sup>d</sup> 16 / Q <sup>d</sup> 15	2006	2007
Please calculate and enter in the column for 2007 and also include the figure for this indicator for 2006 ;	33.3%	20%

5. Additional Information			
Delegations are invited to list the dates for main HQ missions already planned for the March 2008 to August 2008, indicating whether they are, or not, to be coordinated with other donors;			
<i>HQ DG</i>	<i>Date planned</i>	<i>Purpose/Sector</i>	<i>Coordinated (Yes/No)</i>
<i>DG DEV</i> (M.BREDELOUX)	<i>début avril</i>	<i>Instruction MDG-C</i>	<i>OUI</i>
<i>DG DEV /D2</i> (Pani Lucien )	<i>début avril</i>	<i>Prise de contact avec pays, revue CSLP et instruction MDG-C</i>	<i>OUI</i>
<i>AIDCO E1</i> (Evelyne Hespel)	<i>?</i>	<i>Finances publiques/instruction MDG-C</i>	<i>?</i>
<i>ECHO A 4</i>	<i>mars</i>	<i>Evaluation de la nutrition et de la santé pour orienter la future stratégie de DG ECHO au Sahel</i>	<i>NON</i>
<i>AIDCO E 3</i> (H.Bourgade)	<i>mars/avril</i>	<i>"Field studies in Burkina Faso, Lesotho, Mozambique and Zambia on Health sector dialogue"</i>	<i>NON</i>

<sup>6</sup> This question applies to the missions from the HQ

Delegations are suggested to indicate higher priority requests for HQ missions needed from September 2008 to February 2009, but not yet agreed with HQs, that the Delegation estimates serve better the coordination arrangements at local level and can yield more added value for the policy dialogue.

HQ DG	Date planned	Purpose/Sector	Donor(s) involved

Delegations are asked to briefly inform if there are significant initiatives to decrease the number of uncoordinated missions in your country? If so, please provide a short description. If not, highlight key constraints.

- *Existence de période sans mission (aout)*
- *Le Gouvernement encourage les bailleurs à programmer leurs missions autour des revues/sessions du CSLP ou du CGAB*
- *Quelques expériences de coopération déléguée*

Finally, Delegations are asked to assess the likelihood of meeting, by 2010, the twin targets for missions, ie. the OECD target of 40% and the EU target of halving the number of un-coordinated missions.

- OECD target of 40% likely to be met: *OUI*
- EU target of halving the number of un-coordinated missions: *NON*

Delegations are asked to briefly indicate what additional steps HQ should be prepared to consider to help in achieving those targets at the level of the beneficiary country concerned:

*La Délégation reçoit très peu de missions du siège par an (4-6 missions par an). Les missions opérationnelles peuvent en principe être coordonnées, mais pas les missions de monitoring et de contrôle qui sont quasiment aussi nombreuses que les missions opérationnelles. La tendance actuelle est que la part des missions coordonnées dans les missions du siège diminue.*

**Other aid effectiveness related information**

On 4 July 2007 our Counsellors Louis Michel and Benita Ferrero-Waldner wrote to all Heads of Delegations requesting implementation of the Code of Conduct for Division of Labour. Several Delegations have responded and have attached their progress reports on aid effectiveness. We need information on the specific points below:

1. Paragraph 5 of the Council conclusion on Division of Labour notes:

"Simultaneously with the implementation of the Code of Conduct, the Member States and the Commission **will promote wide discussions with partner countries and other donors on complementarity and division of labour**, based on the EU code of Conduct which will be complemented by first experiences in the field. **The outcome of**

**these discussions would constitute an input to the OECD/DAC partnership and the High Level Forum on Aid Effectiveness III that will take place in Accra, Ghana in 2008.** The Council invites the **incoming Presidencies to actively support such a process**, in close cooperation with the Member States and the Commission." (Highlights by AIDCO 01)

**1.1** Have the discussions with partner countries and other donors been held? OUI

(a) **If yes**, when and what was the result? Please describe in brief how these talks are progressing.

*La diffusion du Code au Ministre de l'Economie et des Finances, Ordonnateur National du FED, a été faite par Lettre n° HM/JMD/JKB D(2007) 036232 du 16 juillet 2007, avec invitation à s'inspirer des principes énoncés dans le Code pour la finalisation du plan d'actions sur l'efficacité de l'aide de l'aide et sa mise en œuvre;*

*En ce qui concerne les partenaires, une communication sur le Code a été faite lors de la réunion trimestrielle des PTFs sur l'efficacité de l'aide de septembre 2007. D'une façon générale, même si les donateurs non communautaires n'y ont pas adhéré de façon formelle, ils ont reconnu que les principes qui y sont énoncés sont en phase avec le plan d'action pour l'efficacité de l'aide et la lettre d'intention des PTFs qui font consensus au sein de la communauté des donateurs. Certains PTFs (en particulier le SNU) se sont donné un peu plus de temps pour analyser plus en profondeur le document, pour voir si certains principes ne sont pas en contradiction avec leurs procédures internes (exemple: concentration sectorielle des donateurs).*

*Une application concrète porte sur la division du travail. Une matrice prospective a été développée dans le cadre de la réunion de coordination élargie et partagée avec les autres PTFs pendant la réunion trimestrielle de juin. Les autres PTF l'ont rempli pour les trois années à venir pendant le dernier trimestre 2007.*

(b) **If no**, are there plans to hold them? If yes, please describe briefly what the plans are.

**1.2** What input on division of labour is planned by the partner country towards HLF III? If none, then leave blank.

**2** In paragraph 14 the Council invites the Commission to outline Community implementation of the Code of Conduct in its annual report on development cooperation, including: **'a self-assessment in its potential areas of comparative advantage** as referred to in the joint Development Policy Statement'. (highlights by AIDCO 01)

**2.1** What action has been taken towards this self assessment of comparative advantage?

(a) If yes, please describe the process in brief and the results.

*Cette analyse a été faite dans le cadre de la programmation au titre du 10<sup>ème</sup> FED.*

(b) If no, do you have any plans for initiating such a process? What are the plans?

**3** In country that have already initiated some form of division of labour:

**3.1** Please describe the process. (e.g., when did it start; partner country leadership; donors involved; results on the ground, etc).

- Il y a quelques exemples de coopération déléguée;

-La matrice des bailleurs de fonds 2007-2009 a servi pour le choix des domaines d'intervention des bailleurs qui entament une nouvelle période de programmation (Luxembourg, Pays-Bas).

- Plus spécifiquement pour la CE, la matrice permet de mieux focaliser les appuis à l'intérieur du domaine d'appui à la gouvernance;

- Une réflexion est en cours pour lancer un processus de préparation d'une stratégie d'assistance conjointe, pour accompagner le nouveau cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui doit entrer en vigueur en 2010.

### 3.2 As a result of this process, did the Delegation:

- **Reduce** or expand the sectors in which it remains active? : *La DCE a réduit ses secteurs d'intervention*

- Exit from any sectors? Specify: *Secteurs d'appui à la production agricole, à la culture et au secteur privé*

- Enter any new sectors? Specify: *Décentralisation*

- Become lead donor in any sectors? Specify: *Pas de changement*

- Enter into delegated cooperation partnerships? Please specify. *NON*